

ATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

54790

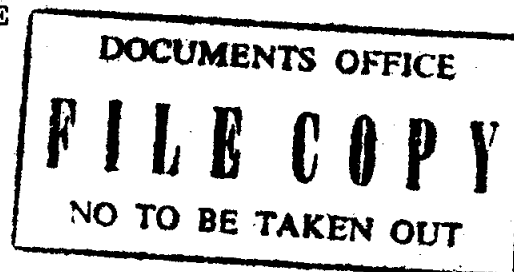


Distr.  
GENERALE

E / CN.14 / 462  
E / CN.14 / ECO / 18  
14 novembre 1969

Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE



RAPPORT SUR LA DEUXIEME REUNION DU COMITE EXECUTIF

M69-2837

# TABLE DES MATIERES

	Page
INTRODUCTION . . . . .	1
Rapport du Président sur la quarante-septième session de l'ECOSOC (Point 1 de l'ordre du jour) . . . . .	1
Rapport du Président sur la treizième session du Conseil des ministres de l'OUA (Point 2 de l'ordre du jour) . . . . .	2
Suites données au rapport de la première réunion du Comité exécutif de la CEA et mesures à prendre (Point 3 de l'ordre du jour) . . . . .	2 - 3
Rapport sur les travaux des diverses divisions du secrétariat dans les différentes sous-régions (Point 4 de l'ordre du jour) . . . . .	4 - 40
A. Division mixte CEA/FAO de l'agriculture . . . . .	4 - 10
B. Division du développement des ressources humaines . . . . .	11 - 16
C. Division du commerce et de la coopération économique . . . . .	16 - 22
D. Division de l'industrie et de l'habitat . . . . .	22 - 26
E. Division des ressources naturelles et des transports . . . . .	27 - 35
F. Division de la recherche et de la statistique . . . . .	35 - 38
G. Service de l'information . . . . .	38 - 40
Un programme de développement du personnel pour la Commission économique pour l'Afrique (Point 5 de l'ordre du jour) . . . . .	40 - 43
Réorganisation des bureaux sous-régionaux de la CEA (Point 6 de l'ordre du jour). . . . .	43 - 48
Réorganisation des groupements sous-régionaux (Point 7 de l'ordre du jour) . . . . .	48 - 51
Préparation de la réunion de la FAO qui doit avoir lieu à Rome en novembre 1969 (Point 8 de l'ordre du jour) . . . . .	51
Préparation de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Point 9 de l'ordre du jour) . . . . .	51 - 52
Fonds spécial de dépôt pour le développement africain (Point 10 de l'ordre du jour) . . . . .	52 - 53
Rôle de la CEA dans la formulation et l'exécution des programmes de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (Point 11 de l'ordre du jour) . . . . .	53 - 55
Date de la première réunion du Comité technique d'experts (Point 12 de l'ordre du jour) . . . . .	55

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
Date de la troisième réunion du Comité exécutif (Point 13 de l'ordre du jour) . . . . .	55
Divers . . . . .	55 - 56
Adoption du rapport de la Réunion (Point 14 de l'ordre du jour)	56 - 57

Annexes

- I ORDRE DU JOUR
- II LISTE DES PARTICIPANTS
- III LISTE DES DOCUMENTS POUR LA DEUXIEME REUNION DU COMITE EXECUTIF  
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
- IV MEMOIRE DU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE LA CEA SOUMIS A L'EXAMEN  
DU DIRECTEUR GENERAL DE LA FAO A LA QUINZIEME SESSION DE LA CONFÉ-  
RENCE DE LA FAO

## INTRODUCTION

1. Le Secrétaire exécutif a ouvert la deuxième réunion du Comité exécutif le lundi 27 octobre. Les quatre membres du bureau, à savoir le Président, les premier et deuxième Vice-Présidents et le Rapporteur, étant absents, il a proposé que M. Mahamat Gabdou assume provisoirement la présidence de la réunion, en attendant de plus amples informations sur l'arrivée des absents. En prenant la présidence, M. Gabdou a invité le Comité à observer une minute de silence à la mémoire de M. Tom Mboya, assassiné à Nairobi au lendemain de la première réunion du Comité exécutif. Tom Mboya avait toujours soutenu la CEA et sa disparition ne peut qu'être profondément ressentie par la Commission et par l'Afrique.

2. Huit des douze membres du Comité exécutif étant présents, le quorum était atteint pour la tenue de la réunion. S.E. M. Youssef Sylla, rapporteur, arrivé entre-temps, a été invité à prendre la présidence, après adoption de l'ordre du jour provisoire (E/CN.14/ECO/12). Le Comité est ensuite passé à l'examen des différents points de cet ordre du jour.

### Rapport du Président sur la quarante-septième session de l'ECOSOC

#### (Point 1 de l'ordre du jour)

3. M. Youssef Sylla qui, en tant que rapporteur de la neuvième session de la Commission, avait assisté à la quarante-septième session de l'ECOSOC à Genève, a donné un compte rendu détaillé du déroulement de la réunion. Il a indiqué qu'au départ, certaines délégations n'étaient guère en faveur des modifications de structure envisagées pour la Commission économique pour l'Afrique et destinées à renforcer son efficacité, notamment en raison de leurs incidences financières. Toutefois, la situation leur ayant été clairement expliquée, les résolutions 1440(XLVII) et 1442(XLVII) ont été adoptées, ce qui prouve que, dans l'ensemble, l'ECOSOC a reconnu les difficultés de la CEA et la nécessité d'améliorer l'appareil institutionnel et de renforcer les ressources de la Commission, afin qu'elle puisse jouer un rôle plus efficace au cours de la deuxième Décennie du développement.

Rapport du Président sur la treizième session  
du Conseil des ministres de l'OUA

(Point 2 de l'ordre du jour)

4. M. Youssouf Sylla a indiqué qu'aucune opposition ne s'était manifestée, ni à la Commission C de l'OUA ni au Conseil des ministres ou à l'Assemblée des chefs d'Etat. L'adoption de la résolution 191(XIII) de l'OUA en est la preuve.

Suites données au rapport de la première réunion  
du Comité exécutif de la CEA et mesures à prendre  
(documents E/CN.14/ECO/INF.5 et E/CN.14/ECO/INF.7)

(Point 3 de l'ordre du jour)

5. Un représentant du secrétariat a indiqué que depuis la première réunion du Comité exécutif, les activités du secrétariat de la Commission ont porté principalement sur la préparation des documents destinés respectivement à la quarante-septième session du Conseil économique et social des Nations Unies tenue en juillet-août 1969 à Genève ainsi qu'à la treizième session du Conseil des ministres et à la sixième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine. La participation constructive du Président et du Rapporteur de la Commission aux travaux du Groupe africain de l'ECOSOC, ainsi que celle du représentant du secrétariat général de l'OUA, méritent une mention particulière. Deux résolutions ont été adoptées par l'ECOSOC; l'une portant sur le rapport annuel de la CEA [1440(XLVII)], l'autre sur le rôle des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, dans la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement [1442(XLVII)].
6. Les activités de la CEA ont également bénéficié de l'attention particulière des instances politiques de l'Organisation de l'unité africaine, comme en témoigne la résolution CM/RES.191(XIII) sur la CEA adoptée par le Conseil des ministres de l'OUA et entérinée par les chefs d'Etat et de gouvernement.
7. Au cours des débats, les membres du Comité exécutif ont reconnu les efforts du secrétariat tendant à la mise en oeuvre de la plupart des recommandations de sa première réunion. Ils ont demandé qu'à l'avenir, le rapport du secrétariat contienne un chapitre reprenant les recommandations pour lesquelles

aucune suite n'a pu être donnée par le secrétariat. Les membres ont en outre fait remarquer que deux points, et non des moindres, n'avaient amené aucune mesure d'exécution de la part du secrétariat; il s'agit :

- a) Du financement par le Siège des Nations Unies de sa présente réunion conformément à la promesse faite au Président de la Commission (voir document E/CN.14/456, para. 10);
- b) De l'application aux membres du Comité exécutif du régime des frais de voyages et indemnités de subsistance prévu pour les membres d'organes et d'organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement justifiée du fait qu'ils sont choisis à titre personnel et non en tant que représentants de leur gouvernement.

8. Le secrétariat a fait remarquer qu'en ce qui concerne le point a) ci-dessus, le financement de la deuxième réunion du Comité exécutif a été réalisé avec les ressources propres du secrétariat et avec la participation des gouvernements qui ont pris en charge les frais de transport et de subsistance des membres ressortissant de leurs Etats respectifs; en d'autres termes, le secrétariat assume la responsabilité des dépenses de conférence. En ce qui concerne le point b), le secrétariat a fait part aux membres du Comité exécutif de la réponse faite à leur demande par le Siège de New York, réponse selon laquelle le Secrétariat ne pourrait considérer avec faveur la demande des membres du Comité exécutif réclamant le bénéfice des dispositions de la résolution 1798(XVII) de l'Assemblée générale, la résolution pertinente de la Commission [188(IX)] adoptée à la neuvième session ne précisant pas explicitement que les membres du Comité exécutif servaient à titre personnel ou individuel, conformément à la résolution 1798(XVII) de l'Assemblée générale.

9. Les membres du Comité ont exprimé leur surprise et leur désapprobation devant la réponse réservée par le Siège des Nations Unies à leur demande et ont décidé de faire des représentations appropriées auprès du Secrétariat général à New York.

Rapport sur les travaux des diverses divisions du secrétariat  
dans les différentes sous-régions

(Point 4 de l'ordre du jour)

A. Division mixte CEA/FAO de l'agriculture

(documents E/CN.14/ECO/2 et E/CN.14/ECO/2/Add.1)

10. La plupart des activités de la Division CEA/FAO, qui sont relatées dans le document E/CN.14/ECO/2 sont le prolongement de celles qui ont été entreprises au cours des dix dernières années et les travaux commencés depuis février dernier sont, et continueront d'être pendant une bonne partie de l'année, la suite des activités liées aux projets entrepris à la fin de 1968.

11. Le projet 39, intitulé Coopération intra-régionale et commerce extérieur, est le principal et le plus important du programme de travail dans le domaine de l'agriculture, et est abordé en trois phases pour chacune des quatre sous-régions (voir pages 282 à 284 du volume II du document E/CN.14/453).

12. La première phase est déjà en cours dans les quatre sous-régions et l'état d'avancement des travaux est récapitulé ci-dessous.

a) Afrique du nord

13. Une étude préliminaire du secteur agricole a été réalisée en 1968 dans le cadre d'une étude de la Division de l'industrie sur les possibilités industrielles de la sous-région.

14. En collaboration avec la FAO, la Division travaille actuellement à la mise à jour des études du Plan indicatif mondial sur le Soudan et la RAU, procède à des projections de l'offre et de la demande pour des produits agricoles importants et établit des matrices des échanges pour l'ensemble de la sous-région.

15. Le secrétariat a déclaré qu'avec l'assistance d'un consultant et la coopération de la FAO, la première phase de l'étude sur l'Afrique du nord serait achevée en avril 1970.

b) Afrique du centre

16. Trois des quatre chapitres qui doivent constituer cette phase ont été achevés avec l'aide d'un consultant. Ils traitent respectivement des sujets suivants :

Chapitre I : Caractéristiques générales de l'économie  
et de l'agriculture de la sous-région;

Chapitre II : Prévision de la production, de la demande et des échanges  
de certains produits dans le cadre de la coopération sous-  
régionale;

Chapitre IV : Sommaire, conclusions et recommandations générales.

17. Le quatrième et dernier chapitre, qui comprend une analyse globale des perspectives du commerce intra-régional, un examen critique des informations dont on dispose, et des recommandations sur les études complémentaires et les enquêtes plus approfondies qui devront être réalisées au cours de la phase II, sera présenté à la deuxième réunion sur la coopération économique en Afrique du centre prévue à Kinshasa (République démocratique du Congo) du 17 au 22 novembre 1969.

18. Le troisième chapitre comprendra une analyse de la situation actuelle et de l'organisation des institutions de recherche, de formation et d'enseignement, de leur orientation en fonction des besoins de la sous-région, de l'ordre d'urgence des travaux de recherche de caractère régional, de la coopération en matière de formation et d'enseignement agricoles ainsi que du mécanisme de coordination nécessaire à l'échelon national et régional. Il est établi par la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture en collaboration avec le siège de la FAO. On espère que ce chapitre, et par conséquent la première phase de l'étude sous-régionale, seront achevés à la fin de 1969.

c) Afrique de l'est

19. Une étude préliminaire du secteur agricole a été entreprise par la Division en collaboration avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et des institutions spécialisées des Nations Unies, dans le cadre de la coopération économique en Afrique de l'est et du centre prévue pour la deuxième Décennie du développement.

20. La Division espère, avec l'aide d'un consultant, terminer la phase I de l'étude sous-régionale en mai 1970.

d) Afrique de l'ouest

21. Une étude préliminaire du secteur agricole a été entreprise pour l'Afrique de l'ouest dans les conditions décrites au paragraphe 19.



22. Les travaux relatifs à la phase I de l'étude sous-régionale sont réalisés par la Division en collaboration avec la FAO et on espère que l'étude sera achevée en février 1970.

Projet 40 : Commercialisation des produits agricoles

23. Par sa résolution 201(IX) adoptée à la neuvième session, la Commission invitait le Secrétaire exécutif à étendre les activités dans les domaines de l'amélioration du cheptel, du transport et de la commercialisation de la viande, de la stabilisation des prix de commercialisation des céréales, de la constitution de stocks régulateurs et de la conservation et du commerce du poisson d'eau douce.

24. Bétail et viande : La Division estime que les projets qui pourront être mis au point dans ce domaine devraient être fondés sur les résultats des nombreuses études réalisées jusqu'ici par divers organismes bilatéraux et multilatéraux et par des groupements de pays. Elle préconise en conséquence qu'en première étape, toutes les études et enquêtes effectuées à ce jour soient passées en revue. Elle participera à la deuxième Conférence régionale de la FAO sur la production et la santé animales en Afrique, qui doit avoir lieu à Kinshasa en décembre 1969 et recommandera cette méthode. Elle participera également au cycle d'études sur le cheptel organisé par l'OCAM, qui doit avoir lieu à Fort-Lamy en décembre 1969.

25. Etude sur la stabilisation des prix et la commercialisation des céréales : Un membre du personnel établit déjà le plan d'une étude qui sera consacrée à la stabilisation des prix des céréales en Afrique de l'ouest, de l'est et du centre. Lors de son passage au siège de la FAO en juin 1969, le Directeur de la Division a eu des entretiens avec la Division de la production et de la protection des plantes, d'où il est ressorti que la Division élaborerait un document sur la possibilité de coordonner les efforts que déploient les pays des sous-régions de l'est et du centre pour améliorer la qualité et augmenter la production de blé, d'autres céréales et de légumineuses, et préparerait un plan de projet régional dans ce domaine.

26. Etude sur le commerce du poisson en Afrique de l'ouest et sur le commerce du poisson d'eau douce en Afrique de l'est et du centre : La Division des pêches de la FAO exécute un certain nombre de projets et procède à des études sur divers pays d'Afrique :

1. Une étude des ressources hydrauliques du bassin du lac Tchad aux fins de mise en valeur.
2. Un programme de distribution du poisson frais, en cours d'exécution au Mali.
3. Une étude sur la commercialisation du poisson congelé, en Afrique de l'ouest.
4. Pisciculture : formation et recherche, au Cameroun, en République centrafricaine, au Congo (Brazzaville) et au Gabon.
5. Recherche sur la pêche dans le lac de la Volta, au Ghana.
6. Recherche sur la pêche dans le lac Victoria, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.
7. Développement de la pêche, à Madagascar.
8. Recherche sur le lac Kainji, au Nigéria.
9. Formation des pêcheurs, au Malawi.
10. Développement de la pêche, à Maurice.
11. Etude sur la pêche, en Somalie.
12. Institut central de recherche sur la pêche, en Zambie.
13. Etude et développement des ressources en poissons pélagiques, au Congo (Brazzaville), au Ghana, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et au Sierra Leone.
14. Centre de développement du lac Nasser en RAU, étudiant les possibilités d'exploitation des ressources en poisson notamment.

27. Dans le cadre de l'étude réalisée par la CEA et le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement sur la coopération économique sous-régionale en Afrique de l'est et du centre, la Division a procédé à une analyse économique du commerce du poisson dans la sous-région et a présenté des propositions à l'examen des chefs d'Etat lors de leur réunion de Lusaka en avril 1969.

Projet 41 : Rassemblement, échange et diffusion d'informations

28. La publication du No. 11 du Bulletin agricole est en cours et on espère que le No. 12 sera terminé en décembre 1969.

Activités permanentes

Etudes et services consultatifs rendus aux pays membres  
sur leur demande dans le domaine de l'agriculture

29. Dans le domaine de la recherche, en marge des activités décrites aux paragraphes 41 à 44 du document E/CN.14/ECO/2, la Division a procédé au rassemblement d'informations sur l'organisation, le personnel et les travaux des stations de recherche des 14 pays du Groupe des Etats d'Afrique orientale et centrale. C'est là une première mesure visant à les aider dans la mise en oeuvre des recommandations adoptées par la Conférence des ministres des Affaires étrangères à Dar es-Salam en février 1969 et entérinées depuis à la Réunion des chefs d'Etat tenue à Lusaka en avril 1969. La Division doit participer à la réunion sectorielle des pays d'Afrique orientale et centrale sur l'agriculture qui doit avoir lieu à Nairobi du 8 au 12 décembre 1969, et les documents de travail suivants ont été établis à cet effet :

1. Liste des stations de recherche agricoles dans 14 pays d'Afrique de l'est et du centre (E/CN.14/AGRIP/1);
2. Note sur la situation de la recherche agricole dans 14 pays d'Afrique de l'est et du centre (E/CN.14/AGRIP/2);
3. Coopération en matière de recherche agronomique dans le cadre de programmes de recherche agronomique sur des bases écologiques -- Principes fondamentaux et mesures générales pour le renforcement de la coopération (E/CN.14/AGRIP/3) (établi par la FAO);
4. Note sur le blé et la recherche agricole dans 14 pays d'Afrique de l'est et du centre (E/CN.14/AGRIP/4);
5. Notes relatives à la situation de la sylviculture dans 14 pays des sous-régions de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre (E/CN.14/AGRIP/5);
6. Coordination du développement de la sylviculture et des industries forestières dans certains pays de l'Afrique de l'est et du centre (E/CN.14/AGRIP/6) (établi par la FAO);
7. Notes relatives à la situation de l'élevage dans 14 pays des sous-régions de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre (E/CN.14/AGRIP/7);
8. Notes relatives à la situation de la pêche dans 14 pays des sous-régions de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre (E/CN.14/AGRIP/8).

30. Dans le domaine de la vulgarisation, une étude relative à huit pays d'Afrique de l'est a été achevée et communiquée aux Etats intéressés en juillet 1969. La même étude a été aussi présentée comme document de travail au cycle d'études de la FAO sur la vulgarisation, qui s'est tenu au siège de la FAO en septembre 1969.

31. Un document sur les questions de politique et de main-d'oeuvre dans le domaine de la recherche agricole et leurs incidences, établi par la Division, a été adressé à des spécialistes de la recherche en Afrique pour examen et observations.

32. La Division a participé activement à l'établissement de l'Association pour l'avancement en Afrique des sciences de l'agriculture en fournissant des services de secrétariat ainsi que des services techniques et consultatifs au Comité exécutif intérimaire qui s'est réuni en 1968 et 1969 pour discuter de la constitution et d'autres questions intéressant l'Association.

33. La Division a passé en revue les avant-projets de différentes parties de l'étude intitulée "Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture" établie par la FAO et a présenté des observations objectives.

34. La deuxième étude sur les perspectives de production à moyen terme, établie par la Division, contient des informations sur l'Ethiopie.

35. Des données et renseignements sont en cours de rassemblement pour la partie de l'Etude économique annuelle, 1969 que doit rédiger la Division.

36. Une étude sur les principales caractéristiques des échanges de denrées et de produits alimentaires a été établie par un membre de la Division en août 1969.

37. Un membre de la Division a participé à la réunion du Groupe d'experts de la FAO sur la réforme foncière qui s'est tenue au siège de la FAO en mai 1969, et s'est rendu à la même date au Maroc et en Tunisie pour s'entretenir avec les autorités compétentes des programmes de colonisation agricole de ces deux pays. Il s'est aussi rendu en Zambie en septembre 1969 pour aider le Gouvernement à formuler un jugement sur la colonie de réfugiés angolais établie dans la province occidentale du pays et est passé par l'Ouganda le même mois afin de prêter son concours au Gouvernement pour l'élaboration du programme de repeuplement prévu au troisième Plan quinquennal de développement.

38. Le Conseiller régional de la CEA/FAO en recherche et développement a passé quatre semaines au Sierra Leone en mai-juin 1969 pour offrir des avis au Gouvernement sur l'élaboration d'un projet de développement rural harmonisé et a fait plus tard un bref séjour en Haute-Volta pour étudier la possibilité d'y mettre en oeuvre un projet analogue.
39. Un membre de la Division a passé en Zambie entre mars et mai et en juin-juillet 1969 un total de quatre mois, pendant lesquels il a étudié les avantages comparés de diverses formes d'agriculture dans des conditions climatiques et pédologiques différentes, et a présenté un rapport au Gouvernement.
40. La Division a collaboré avec la FAO à l'étude préliminaire sur la possibilité de constituer des stocks régionaux de céréales, établie en mars 1969.
41. Des membres de la Division se sont rendus dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest du 3 au 14 février pour mettre les gouvernements au courant des entretiens qui avaient eu lieu au siège du PNUD à New York et entre les principaux pays donateurs au sujet d'un programme régional envisagé pour l'accroissement de la production rizicole dans la sous-région. A la suite de consultations consacrées à ce sujet à Rome en avril 1969, une conférence sur le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest, organisée par la CEA, la FAO et le PNUD s'est tenue à Monrovia du 1er au 3 septembre 1969 et a recommandé la création d'une association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest ainsi que d'un centre de recherche rizicole en Afrique de l'ouest. La Division étudiera de plus près, avec la FAO à Rome en novembre 1969, la constitution de l'association.
42. La Division a recommandé au Comité exécutif que des activités analogues soient envisagées dans les domaines suivants :

- |                                      |                     |
|--------------------------------------|---------------------|
| 1. Le bétail et la viande;           | 3. La pêche;        |
| 2. Les céréales et les légumineuses; | 4. La sylviculture. |

Le Comité a pris note des activités de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et a exprimé sa satisfaction et son approbation au sujet des relations de travail étroites établies entre la CEA et la FAO ainsi que de la collaboration des deux secrétariats à divers projets.

B. Division du développement des ressources humaines  
(document E/CN.14/ECO/3)

43. Un représentant de la Division du développement des ressources humaines a présenté le document E/CN.14/ECO/3 où sont exposées les activités des trois sections de la Division depuis la première réunion du Comité exécutif.

Main-d'oeuvre et formation

44. La plupart des activités signalées dans le domaine de la main-d'oeuvre et de la formation sont relatives à la mise en oeuvre de la résolution 195(IX) de la Commission. Pour encourager la planification de la main-d'oeuvre dans les Etats membres, on a organisé un cours de formation de huit semaines sur les techniques et les méthodes de planification de la main-d'oeuvre, en juillet et août à Tanger (Maroc) pour les pays francophones, ainsi qu'un cycle d'études bilingue sur la planification et l'utilisation de la main-d'oeuvre destiné à de hauts fonctionnaires africains, qui a eu lieu à Dakar en octobre. En septembre, une réunion de spécialistes de la formation s'est tenue à Addis-Abéba, avec l'aide de la Fondation Ford. Elle a aidé le secrétariat à formuler un programme approprié pour la formation d'instructeurs dans les services publics. En application des recommandations adoptées à la réunion, des groupes et cycles d'études d'instructeurs seront organisés pour différentes sous-régions en janvier, juillet et novembre 1970. On compte que ces cycles d'études permettront de mettre en place la base institutionnelle grâce à laquelle on pourra former en permanence des instructeurs et des planificateurs de la main-d'oeuvre et procéder à des recherches sur les problèmes du développement des ressources humaines.

45. On continue à prendre des mesures pour intensifier la formation d'Africains grâce à des bourses d'étude et de perfectionnement octroyées par l'intermédiaire du secrétariat. A la fin d'octobre, 90 bourses avaient déjà été attribuées, et le Soudan et la Grèce figuraient parmi les nouveaux donateurs. Sur la demande des gouvernements, le conseiller régional en planification de la main-d'oeuvre a passé deux semaines au Burundi et quatre jours en Ouganda en octobre pour étudier les problèmes de main-d'oeuvre et le mécanisme de planification de la main-d'oeuvre. On a signalé que la CEA avait invité l'OUA à

collaborer à la mise au point d'un programme et de procédures pour l'emploi de spécialistes africains au titre de l'assistance technique. Toutefois, le secrétariat n'a pas encore reçu la réponse de l'OUA.

46. La Section a aussi procédé à la diffusion d'informations sur les possibilités de formation et de bourses, ainsi qu'à la rédaction et à la publication des première et deuxième monographies sur la planification des ressources humaines; elle a établi un mémorandum sur la coopération régionale en matière d'enseignement des langues et des études sur la formation industrielle, l'enseignement agricole, la formation et la productivité de la main-d'oeuvre, qui ont été examinées par le Comité est-africain sur les ressources humaines lors de sa réunion tenue à Kampala en août dernier.

47. Deux études importantes sont en cours. La première, commencée en juin avec l'aide financière du Gouvernement des Pays-Bas, porte sur une évaluation de l'offre et de la demande de personnel de niveau universitaire dans certains pays, qui permettra de proposer des programmes d'action tendant à utiliser les excédents éventuels de personnel qualifié dans les zones qui en manquent. L'étude doit être achevée à la fin de l'année. L'autre étude, qui bénéficie de l'appui et d'une aide financière du Siège des Nations Unies, présentera une analyse critique des politiques et de l'ordre de priorité de la CEA en matière de programmes de formation pour permettre d'aligner plus étroitement ces programmes sur les besoins liés au développement de l'Afrique.

#### Administration publique

48. La Section a participé à la deuxième conférence des secrétaires permanents et principaux des ministères des administrations locales d'Afrique orientale et centrale, qui a eu lieu au Lesotho du 23 au 30 juin 1969, et a prêté son concours à l'Institut éthiopien d'administration publique pour l'organisation d'un cycle d'études destiné aux chefs des services administratifs (1er-10 juillet 1969). Elle a en outre envoyé au Ghana, au Sierra Leone et en Gambie des missions consultatives qui ont donné des avis sur la structure des services gouvernementaux en vue du développement. Des membres du personnel se sont également rendus au Malawi, en Zambie, en Tanzanie, en Ouganda et au Kenya pour donner suite aux propositions relatives à l'organisation de la

formation de comptables et de secrétaires dans des établissements locaux, et au repérage de personnes qualifiées dans ce domaine. Cependant, on a signalé que les mesures complémentaires souhaitables étaient entravées par le fait que la plupart des gouvernements intéressés tardent à prendre une décision. Le secrétariat éprouve en conséquence des difficultés à déterminer la nature et l'ampleur de l'assistance technique requise pour l'élaboration et l'exécution du programme sur le repérage des qualifications.

49. Un cycle d'études sur le rôle des entreprises publiques dans la planification et l'exécution des plans s'est tenu à Maurice du 16 au 27 septembre. Il avait pour objet d'encourager une action administrative tendant à une exécution plus efficace des plans.

50. La Section a d'autre part terminé une étude sur l'Institut panafricain de développement de Buea (Cameroun occidental) et en a communiqué les résultats au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

#### Développement social

51. Dans le domaine du développement social, un stage de formation à la vulgarisation agricole et au développement communautaire pour les pays francophones a eu lieu à Lomé (Togo) du 26 août au 26 septembre 1969. Le stage était destiné à des fonctionnaires supérieurs intéressés à la vulgarisation rurale et au travail communautaire. Il a porté sur les méthodes et les politiques permettant d'intégrer la vulgarisation rurale et le développement communautaire pour favoriser le développement rural.

52. Du 13 au 24 octobre, une Conférence régionale sur la politique harmonisée de développement rural en Afrique s'est tenue à Moshi (Tanzanie). Cette Conférence était due à l'initiative d'un Comité interinstitutions sur le développement rural créé par la CEA, et était organisée conjointement par la CEA, l'OUA, la Fondation Dag Hammarskjöld et le Comité interinstitutions sur le développement rural. Elle a réuni des experts du développement et des spécialistes du développement rural, des administrateurs et des techniciens, qui ont discuté du problème du développement rural dans le contexte de la planification globale du développement et ont élaboré des stratégies visant à appliquer une politique harmonisée au développement rural.



53. Des missions consultatives en matière de protection sociale et de travail social ont été envoyées en Zambie (10 juillet - 2 août 1969) et en Ouganda (5 septembre - 11 octobre) pour procéder à une analyse du programme de formation du Centre de formation de Nsamzi.
54. La Section a aussi participé à plusieurs réunions sur les besoins de la jeunesse, le rôle de la femme dans la société, etc. et a établi des documents sur les sujets suivants : a) problèmes et besoins de la jeunesse en Afrique, b) Cycle d'études sur le développement de la vie et des institutions sociales en Afrique du centre, c) éducation africaine.
55. Des membres du Comité ont présenté des observations sur des aspects particuliers des travaux accomplis par le secrétariat dans le domaine du développement des ressources humaines. Certains ont estimé que le programme des activités était limité, par comparaison avec l'immensité des besoins de formation du continent, et des renseignements ont été demandés sur les centres de formation qui ont été créés jusqu'ici car la mise en place d'un ou deux centres sous-régionaux pour la formation d'instructeurs ne pourrait permettre qu'un progrès ralenti. Le Comité souhaite voir la CEA participer davantage à des programmes de formation dynamiques qui donneraient des résultats notables au cours de la deuxième Décennie du développement.
56. Le secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le fait qu'il dispose de ressources financières et d'un effectif insuffisants pour développer les moyens institutionnels et a signalé qu'il était prévu de prendre des mesures immédiates, grâce à l'organisation de cycles d'études sous-régionaux, pour arriver à établir dans toutes les sous-régions des centres fondés sur une coopération avec les institutions africaines de recherche et de formation existantes.
57. Le Comité a évoqué le problème du développement rural et de l'exode des campagnes vers la ville. Il convient que la CEA entreprenne des recherches plus poussées sur cette question. Le secrétariat a indiqué à ce sujet que l'ampleur du problème du développement rural était reconnue et qu'il s'efforçait de faire accepter et mettre en pratique le principe de la planification harmonisée du développement rural. Il s'est référé en particulier au Cycle

d'études sur la planification et l'utilisation de la main-d'oeuvre qui a eu lieu à Dakar (Sénégal) et au cours duquel un groupe de travail a étudié en détail les problèmes du développement rural et de la mobilisation de la main-d'oeuvre rurale aux fins du développement.

58. La question de la mauvaise utilisation du personnel hautement qualifié a également été soulevée. Le secrétariat est convenu que cette mauvaise utilisation aggravait le problème de la pénurie de compétences. On a estimé que les causes et la solution effective du problème doivent être recherchées à l'échelon des pays. Cependant, la CEA a pour tâche d'informer les gouvernements des incidences économiques et sociales d'une utilisation insuffisante du personnel qualifié et de les encourager à prendre les mesures qui s'imposent. Ce problème conduit à se demander si les pays doivent consacrer davantage de ressources, notamment de bourses étrangères, à la formation alors qu'ils ne sont pas en mesure de faire un usage efficace du personnel qualifié dont ils disposent. On a rappelé que les hommes dotés d'une bonne formation hésitent à servir dans les communautés rurales à cause du manque de confort et de distractions, ce qui aggrave encore les difficultés que pose l'utilisation efficace des ressources existantes. En ce qui concerne les bourses octroyées pour la formation d'Africains à l'étranger, le Comité a insisté sur la nécessité de tenir dûment compte des qualifications initiales des candidats pour éviter que ces bourses soient gaspillées.

59. Le Comité a attribué les lacunes de la gestion des entreprises publiques africaines au manque d'administrateurs formés spécialement à l'administration et à la gestion de projets de développement. Il a invité la CEA à accorder une priorité élevée à l'organisation de stages ou de cycles d'études pour la formation d'administrateurs et de fonctionnaires chargés de la gestion d'entreprises publiques, afin de remédier à cette situation. Le secrétariat a pris note de cette recommandation et a attiré l'attention du Comité sur le dialogue déjà établi avec le bureau régional de coordination du BIT pour l'Afrique, en vue de l'élaboration d'un programme conjoint pour la formation du personnel des entreprises publiques et para-étatiques aux techniques de la gestion scientifique. Le Comité a aussi demandé que soient intensifiées les mesures visant à la formation d'Africains destinés à remplacer le personnel étranger dans les entreprises privées.

60. En conclusion, on a souligné que c'était à chaque pays que revenait la tâche de prendre les mesures appropriées pour le développement des ressources humaines et la planification de la main-d'oeuvre. Cependant, la CEA, en tant que catalyseur pour le développement économique et social de l'Afrique, a un rôle important à jouer dans le développement des ressources humaines du continent et dans la coordination des programmes de formation et de main-d'oeuvre ainsi que des politiques des pays de la région. Elle doit aussi organiser l'échange d'idées nouvelles sur les méthodes et les stratégies de développement des ressources humaines et encourager les pays à mobiliser ces ressources pour répondre aux exigences et aux objectifs de la deuxième Décennie du développement.

C. Division du commerce et de la coopération économique  
(document E/CN.14/ECO/4)

61. Le programme de travail et les activités décrits dans le document E/CN.14/ECO/4 sont dans une large mesure fondés sur les recommandations formulées à la troisième réunion mixte du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité d'experts de l'OUA sur le commerce et le développement, qui ont été entérinées par la Commission à sa neuvième session. Depuis la dernière réunion du Comité exécutif, une quatrième réunion mixte a eu lieu. La troisième avait élaboré une stratégie générale nouvelle en matière de commerce et de développement pour les pays africains. La quatrième a élargi cette stratégie en fonction de l'évolution récente de l'économie mondiale et des décisions prises à la neuvième session de la CEA et à la douzième session du Conseil des ministres de l'OUA. Le rapport de la quatrième réunion mixte et ses recommandations s'inscrivent dans la politique d'autonomie qui est en cours d'élaboration dans la région africaine.

62. Le rapport de la quatrième réunion mixte a servi de point de départ aux travaux du Groupe africain à la neuvième session du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED. La CEA et l'OUA ont, comme d'habitude, assuré le secrétariat du Groupe. Grâce aux efforts des pays africains membres du Conseil du commerce et du développement, les délégations africaines ont réalisé quelques progrès sur deux points présentant un intérêt particulier pour

l'Afrique : la question des activités de promotion des échanges en Afrique et la question des mesures spéciales en faveur des moins avancés des pays en voie de développement.

63. Le programme de travail actuel de la Division du commerce et de la coopération économique tient compte des recommandations de la quatrième réunion mixte et des progrès accomplis au sein d'organismes internationaux tels que la CNUCED. Les travaux de la Division se répartissent approximativement entre cinq domaines principaux : commerce, questions fiscales et monétaires, coopération économique, création d'un centre régional de promotion des échanges, problèmes des pays les moins avancés.

64. Dans le domaine du commerce, une distinction a été établie entre les échanges avec les pays extérieurs à la région et le commerce intra-africain. En ce qui concerne les échanges avec des pays extérieurs à la sous-région, les activités portent essentiellement sur deux projets principaux : les incidences pour les pays africains de l'établissement d'un système général de préférences pour les produits manufacturés et semi-finis (dont les produits agricoles transformés et semi-transformés), et les produits primaires, en particulier les arrangements entre pays producteurs.

65. La quatrième réunion mixte avait recommandé que la CEA mette son ordinateur à la disposition des pays africains pour leur permettre d'évaluer les incidences sur leur commerce et leur développement de l'offre formulée par les pays de l'OCDE. Le secrétariat procède actuellement à l'élaboration d'un programme pour la mise en oeuvre des recommandations de la quatrième réunion. Le programme a un double objet. Premièrement, une étude générale sera réalisée et présentée à la treizième session du Conseil des ministres de l'OUA qui doit se réunir en février 1970. On prévoit que le Conseil des ministres donnera des directives de principe aux pays africains, conformément aux dispositions de la Charte d'Alger, en ce qui concerne l'offre des pays de l'OCDE. Les problèmes liés à l'introduction d'un système global de préférences pourraient créer des dissensions entre pays africains. Il convient donc de veiller à maintenir l'unité de ces pays au cours des négociations qui suivront la présentation de l'offre de l'OCDE. Tout de suite après la réunion de février 1970

du Conseil des ministres de l'OUA, une réunion spéciale des pays africains intéressés sera convoquée à Addis-Abéba pour examiner, sur le plan technique, l'offre des pays de l'OCDE. Deuxièmement, la CEA est prête à mettre les installations de son centre de calcul à la disposition de pays ou de groupes de pays africains qui souhaiteraient déterminer les avantages ou les pertes qui pourraient résulter pour eux de l'application du système global de préférences. Les pays africains ont été invités à indiquer au secrétariat s'ils souhaitaient utiliser les services du centre de calcul de la CEA ou demander une aide pour l'élaboration de leurs propres programmes. Le secrétariat prend d'autre part des mesures en vue de s'assurer les services d'un consultant pour effectuer une étude sur les règles de base pour les négociations ainsi que sur la stratégie à adopter par les pays africains dans ces négociations, conformément à la demande de la troisième réunion mixte. Aucun progrès n'a jusqu'ici été réalisé à cet égard, faute de ressources.

66. Le Comité exécutif a approuvé le programme du secrétariat et a insisté pour que des ressources suffisantes soient mises à sa disposition afin de lui permettre de mener à bien un projet valable. Il a aussi approuvé la recommandation de la quatrième réunion mixte aux termes de laquelle les gouvernements africains devraient, de toute urgence, fournir au secrétariat de la CEA toutes les données dont il a besoin pour l'élaboration du programme d'ordinateur.

67. En ce qui concerne le projet sur les produits primaires, le Comité a noté que le secrétariat avait établi un bref document sur les consultations entre pays producteurs et qu'une étude plus poussée, contenant des propositions en vue d'une action future portant sur les produits qui présentent un intérêt particulier pour l'Afrique, serait soumise à l'examen de la cinquième réunion mixte CEA/OUA en août 1970. Ces mesures pourraient être prises sous l'une des formes suivantes, qui ne s'excluent pas mutuellement : accords sur le contrôle des exportations, accords sur la promotion de la commercialisation, accords visant à renforcer la position des pays africains dans leurs négociations avec les pays consommateurs, et promotion des échanges de produits primaires entre pays en voie de développement.

68. Le Comité a constaté avec regret que les deux études de la CEA et du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement sur l'Afrique de l'ouest et les pays de l'est et du sud du continent n'étaient pas encore terminées et il a exprimé le vœu de les voir achevées dès que possible afin que le secrétariat puisse fonder sur elles la suite de ses travaux dans les deux sous-régions. A cet égard, on a fait observer que les études devraient contenir toutes les données dont le secrétariat a besoin pour élaborer des sous-projets limités à quelques pays et à quelques produits. On a estimé en effet qu'il serait peut-être plus facile de parvenir à des accords sur l'expansion des échanges intra-africains si le nombre des pays et des produits visés était, au premier stade, limité. Selon l'opinion exprimée, le programme de travail de la CEA en matière d'échanges intra-africains devrait commencer au sein des groupements intergouvernementaux existants.

69. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction qu'une réunion sous-régionale aurait lieu en Afrique du centre au cours de la seconde quinzaine de novembre 1969 et que toutes les divisions du secrétariat participaient à sa préparation dans leurs domaines respectifs. En ce qui concerne les activités en Afrique du nord, le Comité a été informé qu'un membre du secrétariat avait eu des entretiens avec le secrétariat du Comité permanent consultatif du Maghreb au sujet de la participation de la CEA aux activités qui découleraient de la signature de l'accord intergouvernemental de coopération économique au Maghreb.

70. Un document sur les expériences réalisées en Afrique en matière de sociétés multinationales a été présenté au cinquième cycle d'études sur la planification inter-régionale qui s'est tenu à Bangkok en septembre 1969, auquel a assisté un membre de la Division du commerce et de la coopération économique. La Division a aussi établi un document sur l'expansion des échanges entre pays d'Afrique de l'est et du centre, qui doit être présenté à la réunion sectorielle recommandée par les chefs d'Etat de ces pays lors de leur réunion de Lusaka en avril 1969.

71. Dans le domaine fiscal, le secrétariat a terminé trois études préliminaires sur le projet relatif à l'harmonisation des procédures et politiques fiscales et budgétaires avec la planification du développement. Ces études

doivent être présentées à un stage de formation sur l'harmonisation des budgets et des plans qui doit avoir lieu en février 1970. Une étude sur la politique fiscale en vue du développement a été terminée pour un pays et il est prévu qu'un conseiller régional se rendra sous peu dans ce pays pour parachever le document en consultation avec les autorités fiscales.

72. Dans le domaine monétaire et financier, le Comité exécutif a noté que la réunion inaugurale de l'Association des banques centrales africaines, qui devait avoir lieu à Addis-Abéba en août 1969, a été remise à décembre 1969. Le Comité a exprimé le vœu de voir des accords de paiements conclus entre pays africains à l'échelon sous-régional et a été informé qu'une étude schématique allait être établie dans ce sens pour la réunion inaugurale.

73. Le Comité a accueilli favorablement la création d'un secrétariat conjoint de la CEA, de l'OUA, de la BAD et de l'OCAM constitué à l'intention du Groupe africain lors de la dernière réunion annuelle de la BIRD et du FMI en septembre 1969; il a noté qu'un mémoire précisant la position commune des pays africains au sujet des questions monétaires et financières avait été établi par le Groupe et présenté au Président de la Banque et au Directeur général du FMI. Le Comité a exprimé l'espoir que le secrétariat serait en mesure de mener à bien l'étude sur les problèmes monétaires internationaux, conformément à la demande formulée par la Commission à sa neuvième session. Il a aussi entériné la recommandation de la quatrième réunion mixte CEA/OUA aux termes de laquelle la CEA devait étudier les relations entre les monnaies africaines et celles des pays industrialisés en vue de déterminer avec précision les incidences de ces relations particulières sur le commerce extérieur des pays africains en voie de développement.

74. Le Comité a pris note des progrès réalisés pour la création, demandée par la Commission à sa neuvième session, d'un centre régional de promotion commerciale à la CEA. Comme la quatrième réunion mixte de la CEA et de l'OUA, il a estimé que des ressources suffisantes devaient être mises à la disposition du Centre par l'Organisation des Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement et les institutions spécialisées, de façon qu'il puisse remplir effectivement les fonctions qui lui reviennent au titre du programme des Nations Unies pour la promotion des exportations et en tant que

centre chargé de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation du programme dans la région africaine. Il a noté avec satisfaction que le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED avait adopté à l'unanimité une résolution dans ce sens [59(LK)] et avait invité les délégations africaines à l'Assemblée générale à souligner l'importance de cette résolution pour l'Afrique lorsque le rapport du Conseil viendrait en discussion et que des décisions seraient prises. Le Comité a recommandé avec insistance que les pays africains soutiennent dans toute la mesure du possible les efforts que déploie la CEA pour obtenir des ressources pour le centre et, en particulier, insistent pour qu'une demande d'aide financière soit présentée au PNUD en vue de sa création et de son entrée en activité.

75. Le Comité a noté que, parallèlement aux mesures prises en vue de la création du centre, certaines activités avaient déjà été consacrées à la promotion des échanges, au moyen des ressources en personnel limitées dont dispose la CEA : cours de formation CEA/GATT sur la politique commerciale et la promotion des échanges, tenus à Tunis et Nairobi en 1969, organisation d'un cycle d'études sur la promotion des exportations pour fonctionnaires supérieurs, prévu pour le premier semestre de 1970, cours de formation de 18 semaines à la promotion commerciale, prévu pour le début de 1970. Il a noté également que la CEA avait participé à un cycle d'études sur les foires commerciales africaines qui a eu lieu à Alger en juin 1969 et qu'un comité africain des foires commerciales avait été constitué pour coopérer étroitement avec l'Union des foires internationales.

76. Le Comité a estimé que la question des moins avancés des pays en voie de développement revêtait une importance particulière pour l'Afrique. Selon tous les critères, une grande proportion des pays qui peuvent être comptés parmi les moins avancés se trouvent en Afrique et la majorité des pays africains peuvent être considérés comme tels. Il convient maintenant, en première urgence, de déterminer les problèmes propres à ces pays et de mettre au point des mesures en vue de leur solution. Le Comité a donc estimé, comme la quatrième réunion mixte, qu'un programme spécial des Nations Unies devrait être établi dans le cadre de la deuxième Décennie du développement pour traiter ces questions. Les problèmes des moins avancés des pays en voie de développement



débordent le cadre de la CNUCED qui était jusqu'ici chargée de leur examen. Les problèmes fondamentaux qui se posent aux pays africains concernent les ressources naturelles, les ressources humaines et le développement de l'infrastructure. Le Comité a donc accueilli favorablement la résolution 63(IX) de la neuvième session du Conseil du commerce et du développement, par laquelle l'Assemblée générale était invitée à envisager d'urgence les moyens de permettre à d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de procéder, dans le domaine de leur compétence, à un examen approfondi des problèmes des moins avancés des pays en voie de développement et de contribuer à leur solution en mettant au point des mesures grâce auxquelles ces pays pourraient tirer profit de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il a en conséquence invité instamment les délégations africaines à l'Assemblée générale à obtenir le maximum en faveur des moins avancés des pays en voie de développement, lors du débat qui sera consacré à la résolution sur la création d'un programme spécial des Nations Unies. La question des moins avancés des pays en voie de développement a été soulevée pour la première fois par les pays africains et c'est à eux qu'il appartient de veiller à ce qu'un sujet aussi important retienne l'attention qu'il mérite.

D. Division de l'industrie et de l'habitat  
(document E/CN.14/ECO/5)

77. En présentant l'exposé sur les activités actuelles de la Division de l'industrie et de l'habitat, un représentant de la Division a fait savoir au Comité que les travaux en cours étaient axés sur l'élaboration, l'évaluation et la sélection des projets. Il s'agit là d'une interprétation "opérationnelle" de l'ensemble des études préliminaires de possibilité que la CEA a effectuées dans le cadre des études d'harmonisation par sous-région. Ces études préliminaires diffèrent des travaux actuels de description des projets en ce sens que celles-là sont fondées sur de vastes projections macro-économiques alors que ceux-ci reposent sur des prévisions, à portée beaucoup moins lointaine, qui intéressent le marché (par exemple, cinq ans). En outre, la description des projets aborde plus en détail les questions suivantes : emplacement, efficacité de la production sous l'angle technique, facteurs de production requis, financement, etc.. Cette tâche a été entreprise, compte tenu des effectifs de personnel disponible dans la Division. Pour développer le

champ de ces activités, le secrétariat n'a cessé de poursuivre activement ses efforts en vue de mobiliser les ressources extérieures, en particulier celles des institutions spécialisées et des sources d'aide bilatérale dans les pays industrialisés.

78. Les projets, une fois terminés, doivent faire apparaître la rentabilité, sur le plan commercial et national, de ceux qui sont retenus. De ce fait, ils doivent servir, à la base, d'instrument de persuasion à la fois pour les gouvernements intéressés et pour les bailleurs de fonds en puissance.

79. Tout en cherchant à élaborer des projets bien documentés, la Division a aussi multiplié ses efforts pour augmenter l'apport des capitaux étrangers dans l'industrie en Afrique. A cet égard, les réunions qui ont été organisées antérieurement entre industriels, financiers et gouvernements africains ont été prolongées par des activités analogues tendant à favoriser les investissements industriels en Afrique. Actuellement, une réunion, patronnée conjointement par la BAD, la CEA et l'ONUDI, pour favoriser certains projets industriels se déroule à Rabat (Maroc) et en novembre, une Table ronde africaine organisée par Business International, se tiendra à Addis-Abéba. A la suite de ces réunions, on espère pouvoir créer un organe permanent de consultation qui canaliserait les investissements vers l'Afrique. Ces activités ont été, en outre, complétées par des efforts tendant à créer des centres nationaux et multinationaux de promotion des investissements.

80. Les activités techniques, résumées ci-dessus, ont été également étayées par des études permettant à la CEA de jouer plus efficacement son rôle consultatif. Ces études ont consisté à établir la liste des industries, à examiner la structure industrielle et son évolution en Afrique et, en particulier, à surmonter les obstacles au processus d'industrialisation, tels que financement industriel par des ressources intérieures, climat et législation des investissements, problèmes de la formation des cadres de gestion, formation à pied d'œuvre dans l'industrie, formation de spécialistes de l'évaluation des projets, et problème du transfert des techniques. On a signalé que le secrétariat, pour entreprendre ces études, a cherché à obtenir l'étroite coopération des autres institutions, et en particulier de l'ONUDI, afin d'éviter le chevauchement des efforts.

81. Le secrétariat a également informé le Comité des progrès réalisés dans l'exécution des études d'harmonisation. Pour l'Afrique du nord et du centre, ces études pourraient être achevées au début de 1970, tandis que celle de l'Afrique de l'est, qui a été entreprise en 1965, est en cours de révision pour mise à jour. On a aussi élargi le champ de ces études pour y incorporer des analyses de coût et rendement, afin de pouvoir insérer divers projets dans le processus global de planification et garantir ainsi la bonne utilisation des ressources.

82. A propos de la question de la coopération avec l'ONUDI, on a appelé l'attention du Comité sur l'entente établie entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur exécutif de l'ONUDI. Les mesures qui ont été prises ultérieurement visaient à instaurer des relations de travail au niveau des secrétariats. Le Directeur exécutif ayant invité le secrétariat à participer à l'élaboration du programme de travail de l'ONUDI pour 1970, un membre du personnel de la Division de l'industrie et de l'habitat se rendra à Vienne prochainement. Compte tenu des recommandations adoptées par le Comité à sa première réunion et en particulier des paragraphes 85 et 86 du document ECO/INF/5, on a expliqué que la plupart des questions seraient approfondies au cours des travaux qui se dérouleront à Vienne.

83. En ce qui concerne les travaux relatifs à l'habitat, à la construction et à l'aménagement, le secrétariat a fait savoir au Comité que les activités "opérationnelles" entreprises s'inscrivaient dans le cadre qui avait été établi auparavant à cet effet, comme on l'avait indiqué dans le document E/CN.14/ECO/5. On a toutefois décrit brièvement la situation actuelle, par sous-région. Ainsi, on a organisé une Réunion d'experts sur les coûts des maisons d'habitation en Afrique du nord, un Stage de formation itinérant pour les entrepreneurs du bâtiment en Afrique de l'ouest et on a fait des études en Somalie, en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie pour déterminer l'emplacement d'un projet pilote visant à créer des sociétés coopératives de logement en Afrique de l'est. Une assistance a été fournie, à titre bilatéral, par l'International Co-operative Housing Development Association. En Afrique du centre, un stage de formation à l'auto-construction assistée et aux méthodes de logement coopératif, qui devait se tenir en République démocratique du Congo,

a été reporté, faute de fonds. Le rapport d'une étude sur l'évolution des caisses d'épargne en République démocratique du Congo et au Cameroun, entreprise conjointement par la CEA et l'International Savings Banks Institute (Genève) a été achevé. Enfin, la CEA et la Banque africaine de développement ont établi un Groupe de travail chargé de donner des conseils sur les problèmes régionaux particuliers que posent les facilités de crédit-logement dans les Etats membres.

84. Au cours des débats qui ont suivi l'exposé présenté par le secrétariat, les membres du Comité ont insisté sur le fait qu'il fallait harmoniser les plans nationaux d'industrialisation et qu'il importait d'envisager l'industrialisation à l'échelle du continent. Les études doivent être axées sur les pôles de croissance et il est essentiel pour les pays africains d'éviter le chevauchement de leurs efforts. On a fait remarquer la prolifération des raffineries et d'autres industries qui, si on les étudie de près, sont disproportionnées par rapport aux marchés intérieurs. Ayant signalé qu'il importait de poursuivre les efforts tendant à encourager la création d'industries multinationales, on a demandé au secrétariat de continuer à intéresser les institutions spécialisées aux travaux de la CEA dans le domaine des projets multinationaux. On a également jugé que les petites industries étaient, à l'échelon national, des pôles de croissance dont on ne devait pas sous-estimer l'importance. Les activités de la CEA dans le secteur de l'industrie portent en particulier sur les mesures d'encouragement. Les membres du Comité se sont félicités des efforts entrepris pour créer des centres nationaux et multinationaux d'investissements. A propos du logement, on a indiqué qu'il s'agissait là d'un problème éternel auquel on ne pouvait pas trouver facilement de solution durable et que l'un des moyens possibles de le résoudre serait de s'employer davantage à encourager les méthodes de logement coopératif.

85. Tout en félicitant la Division de ses travaux, les membres du Comité ont fait remarquer que les activités décrites ne faisaient pas ressortir le lien qui existe entre l'agriculture et l'industrie. Etant donné l'importance des ressources agricoles de l'Afrique, une attention particulière doit être accordée aux industries de transformation des produits alimentaires, tout comme aux

industries du bois. On a également estimé que les relations avec la Banque africaine de développement, à propos des activités décrites, n'avaient pas été exposées avec assez de clarté. En élaborant des projets, on doit évidemment chercher à intéresser les investisseurs étrangers, mais sans pour autant négliger la possibilité d'une participation de la Banque africaine de développement, de la Banque internationale et d'autres organismes multinationaux.

86. Pour conclure les débats, le représentant de la Division a déclaré que l'objectif des études d'harmonisation était précisément d'éviter la prolifération des industries incompatibles avec les marchés et les ressources. Ces études permettront de dégager les arguments techniques et économiques qui militent en faveur de la coopération et d'établir le fondement des décisions que les divers gouvernements auront à prendre au sujet du problème de la répartition des projets industriels. A propos du lien entre l'agriculture et l'industrie, on a signalé que les études d'harmonisation n'étaient pas uniquement consacrées à l'industrie, mais qu'elles devaient servir d'instruments à la planification globale, dont l'industrie faisait partie. L'étude des relations entre les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services est une partie essentielle des travaux d'harmonisation. Lors de l'élaboration des projets, on n'a pas non plus négligé les industries de transformation des produits alimentaires, qui sont incluses dans les descriptions de projets entreprises actuellement par la Division.

87. Enfin, le secrétariat a fait remarquer que la coopération sans réserve des Etats membres était indispensable au succès d'un programme de mise en oeuvre des projets. On a cité l'exemple de projets multinationaux qui ne pouvaient démarrer, faute d'accord entre les Etats membres intéressés. Or, en dernier ressort, le succès de l'industrialisation en Afrique dépend précisément de l'accord entre les Etats. Il est souhaitable que la CEA et l'ONUDI accordent leur comportement face à cet aspect du développement industriel.

E. Division des ressources naturelles et des transports  
(document E/CN.14/ECO/7)

Ressources naturelles

88. Le représentant de la Division des ressources naturelles et des transports a expliqué que les travaux de la Division étaient axés sur trois aspects des ressources naturelles :

- a) Connaissances et renseignements existants et acquisition de connaissances et renseignements nouveaux;
- b) Evaluation des ressources connues, sur le plan technique et économique;
- c) Planification et gestion.

89. L'alinéa a) concerne surtout l'existence de connaissances et de renseignements accumulés par les anciennes puissances coloniales auxquels il est possible d'accéder, ainsi que les problèmes que posent le classement et la conservation de ces renseignements. Le secrétariat, reconnaissant l'importance des techniques modernes utilisées pour reconstituer ou améliorer les connaissances et renseignements existants mais non disponibles, a proposé de créer plusieurs centres multinationaux de prospection, de formation, d'essai, d'adaptation et de mise au point des techniques. Malgré des années de préparation, la réunion qui avait été convoquée pour prendre des décisions définitives sur la conception, la constitution, le financement et l'emplacement de ces centres, n'a pu avoir lieu. De ce fait, le secrétariat, compte tenu de l'accent mis par la Commission à la neuvième session sur le principe de l'autonomie, a envoyé tous les documents pertinents aux gouvernements, en invitant ceux qui étaient suffisamment intéressés à prendre contact avec les autres pour organiser des réunions où seraient prises les décisions voulues.

90. En ce qui concerne l'évaluation technique et économique, le secrétariat a récemment proposé aux gouvernements de créer des instituts multinationaux d'exploitation des ressources minérales, en leur précisant que pour permettre d'étudier les problèmes techniques et de prendre les décisions requises, il était prêt à faciliter la convocation de réunions entre les gouvernements suffisamment intéressés pour prendre des initiatives dans ce domaine.

91. Pour les combustibles et l'énergie, le secrétariat n'a pas suivi la même méthode. Il s'est acquis l'intérêt du Nigéria et examine avec les autorités de ce pays la possibilité de créer un institut des combustibles et de l'énergie qui, bien qu'essentiellement national, aurait une portée multinationale. La principale difficulté est que ce projet impose les frais de contrepartie à un seul pays et qu'il avantage les pays relativement plus forts, ce qui sape le principe reconnu selon lequel les institutions multinationales doivent être largement réparties dans toute la région. Mais étant donné les difficultés persistantes que le secrétariat rencontre pour obtenir l'engagement des gouvernements africains et leur appui à la création de ces institutions, il n'y a pas d'autre solution à laquelle on puisse recourir en pratique. On a signalé par ailleurs l'existence d'un Institut africain des hydrocarbures à Alger, qui forme déjà des cadres africains et qui contribue ainsi à l'élargissement de la gamme des instituts de formation dans ce domaine.

92. A propos de la planification et de la gestion, des exemples concrets montrent que les Etats africains connaissent mal leurs ressources naturelles exportables telles que minéraux et hydrocarbures et qu'ils sont mal équipés pour les exploiter. La planification et la gestion dont la pratique se généralise maintenant dans les pays industrialisés consistent :

- a) A classer les connaissances disponibles et à établir des inventaires aux fins de la planification;
- b) A déterminer les politiques et l'ordre de priorité à appliquer aux travaux de prospection;
- c) A déterminer les politiques à suivre sur le plan de l'exploitation et du commerce ainsi que la teneur et les conditions d'application des accords relatifs à la mise en valeur et aux exportations;
- d) A essayer et à mettre au point des techniques de planification en vue d'exploiter les ressources pour l'exportation et la consommation intérieure;
- e) A étudier les problèmes de la conservation et de la pollution.

93. Pour remédier à cette grave insuffisance, le secrétariat a fait des démarches auprès des autorités canadiennes pour leur demander d'apporter leur concours à la création d'un institut de planification et de gestion des ressources naturelles. Le secrétariat attend actuellement la réponse des autorités canadiennes.

94. Une action doit être entreprise dans le domaine des ressources de la mer qui prend rapidement de l'importance. Cette question doit être abordée sous deux angles : ressources du plateau continental (et ses rapports avec les eaux territoriales) et ressources du fond de la mer. Les gouvernements ignorent pratiquement tout des problèmes en cause et la CEA n'a pas les moyens de monter un programme aussi important que celui qui a été recommandé par l'UNACAST.

95. On a aussi attiré l'attention du Comité sur trois autres problèmes importants dans ce domaine : l'effet sur les ressources naturelles en Afrique, du développement de la science et de la technique dans les pays industrialisés; la nécessité d'accélérer la formation de la main-d'oeuvre et enfin, la nécessité d'établir un programme spécial sur les ressources naturelles pour donner aux pays qui se trouvent actuellement dans une situation inférieure sur le plan économique, les connaissances et la confiance dont ils ont besoin pour se ménager par des négociations une participation à des accords efficaces de coopération économique. Il ressort des récentes découvertes minières que plusieurs de ces pays ne sont pas aussi mal dotés qu'on le croyait et il est non moins évident que, faute de pouvoir s'assurer grâce à ces négociations, une position plus forte, ces pays ne pourront guère obtenir de résultats dans un proche avenir. C'est ce point de vue qui a incité la CEA à rejeter la thèse principale de l'enquête quinquennale sur les ressources naturelles organisée par New York. Les points suivants sont ressortis des débats qui ont suivi :

- i) La CEA ne doit pas renoncer aux efforts qu'elle fait pour convaincre les gouvernements de l'importance des travaux sur les ressources naturelles et de leur appui aux institutions multinationales; il faut en particulier persuader les gouvernements qu'il est plus réaliste de s'attacher à créer des institutions africaines que de compter entièrement et en permanence sur l'aide extérieure.
- ii) Un appel devrait être lancé aux pays dotés de ressources naturelles, les invitant à créer des institutions nationales ouvertes à des étudiants d'autres pays africains moins favorisés.
- iii) La CEA doit prendre des mesures plus rigoureuses pour faire mieux comprendre aux Etats africains la notion et les effets pratiques de la souveraineté sur les ressources naturelles ainsi que les expériences et les méthodes des autres pays qui ont des répercussions dans ce domaine. A cet égard, la CEA pourrait travailler plus effi-



cacement en collaboration avec l'OUA. Il faut s'efforcer en particulier de créer des établissements pour former les cadres directeurs (planification et gestion, par exemple) du secteur des ressources naturelles ainsi que les techniciens qui sont indispensables aux travaux de prospection et de mise en valeur.

- iv) La CEA doit étudier la question des techniques météorologiques, et en particulier la situation hydraulique dans les pays africains arides et semi-arides.
- v) Il faut s'efforcer tout spécialement de créer les institutions requises.
- vi) Les Etats africains s'abstiennent eux-mêmes de faire appel à des spécialistes d'origines suffisamment variées et de profiter de leurs services pour former des spécialistes locaux.
- vii) Il faut faire le nécessaire pour créer, aux fins de la planification, des centres nationaux de documentation sur les ressources naturelles. Faute d'une action rapide, une grande partie de l'héritage de l'époque coloniale sera perdu. On a cité l'exemple bien connu d'un cas où l'absence de données décennales sur le régime d'un fleuve a conduit à installer des systèmes de sécurité qui ont augmenté de près de moitié le coût du barrage construit.
- viii) Les sociétés internationales qui négocient des droits miniers fondent leur stratégie sur une étude approfondie, à l'échelon mondial, de la législation et des accords miniers et ces sociétés sont souvent en mesure d'augmenter leurs profits chaque fois qu'elles signent un nouvel accord. Les Etats africains ont sérieusement besoin de stratégies fondées sur des études analogues. La CEA devrait pouvoir fournir ce service extrêmement important dont le défaut est un frein puissant, mais elle ne peut le faire actuellement, étant donné les modestes ressources dont elle dispose. Son effectif de 142 fonctionnaires (catégorie des administrateurs) est exagérément faible par rapport aux nombreux problèmes urgents que les Etats africains s'attendent à lui voir résoudre.

96. On doit étudier, avec les universités nationales, la possibilité d'organiser, dans le cadre des facultés de géographie, des stages sur les ressources naturelles; mais on n'a pas négligé d'examiner les autres arrangements possibles.

#### Ressources hydrauliques

97. Le représentant de la Division a signalé les principales caractéristiques du problème des ressources hydrauliques dans la région et a indiqué que la Division en retenait actuellement deux en particulier :

- a) La nécessité de constituer dès que possible des réseaux d'installations hydrométéorologiques, notamment dans les pays où les réseaux existants ne suffisent pas à procurer les données de base nécessaires à la planification;
- b) La main-d'oeuvre : la Division souhaiterait élaborer des projets portant sur la situation des ressources hydrauliques des pays subsahariens, mais ses effectifs (un conseiller régional et un fonctionnaire) ne suffisent manifestement qu'à traiter quelques-uns des nombreux problèmes que la CEA considère comme urgents dans un continent qui représente un quart de la superficie terrestre.

98. Il a rappelé les relations extrêmement satisfaisantes établies dans le passé entre la CEA et l'OMS et les perspectives d'une coopération encore plus fructueuse entre les deux organismes dans un proche avenir.

#### Transports

99. Le représentant de la Division a signalé qu'en 1962, le secrétariat avait reçu des directives pour que ses travaux soient consacrés essentiellement aux liaisons entre les pays afin de créer l'infrastructure commerciale (marché) requise pour accélérer l'industrialisation, considérée comme un élément déterminant de la transformation des économies africaines. Les travaux ont donc consisté en grande partie à établir une série de photographies intéressant la situation des transports dans chaque sous-région. Ces photographies doivent servir de base aux propositions tendant à créer de nouvelles liaisons ou à améliorer celles qui existent. Les travaux ultérieurs dépendront :

- a) Des accords passés entre les Etats africains à propos de la spécialisation agricole et industrielle et du commerce;
- b) De la création d'un système multinational de coordination des liaisons internationales.

Aucune de ces deux conditions n'a encore été remplie. Mais, le secrétariat a récemment mis au point une nouvelle théorie : grouper les marchés nationaux reviendrait en réalité à faire le total du volume et de la structure de la demande urbaine, ce qui n'est pas propre à constituer une base suffisamment dynamique et autonome pour l'industrialisation; il faut dès maintenant s'attacher à faire le nécessaire pour assurer l'intégration des économies nationales; les transports ne sont qu'un aspect - encore qu'important - de ce processus d'intégration socio-économique.

100. En ce qui concerne les modes de transports, on a signalé en particulier ce qui suit :

a) Recherche

Il faut intensifier les recherches sur les fondations et les revêtements routiers et sur les méthodes à employer pour assurer l'application du résultat des recherches aux opérations de construction. Ces recherches doivent réduire de beaucoup la lourde charge qu'impliquent actuellement, pour les budgets nationaux, les travaux de construction et surtout les frais d'entretien. A cet égard, des contacts ont été pris avec un organisme d'aide bilatérale.

Conformément à la résolution qui vient d'être adoptée à la Conférence africaine routière organisée par la Fédération routière internationale, la CEA et l'OUA doivent prendre l'initiative de créer une organisation routière africaine qui sera chargée d'un grand nombre de problèmes intéressant les transports routiers.

b) Chemins de fer

La CEA a récemment fini de réviser ses études sur les problèmes que posent les liaisons ferroviaires en Afrique et elle a complété ce travail par l'étude sur place de deux solutions techniques. Ces études serviront de base pour établir des projets de liaisons entre les pays.

c) Transports aériens

La Commission africaine de l'aviation civile a récemment invité la CEA à entreprendre des études sur l'intégration, à l'échelon multinational, des compagnies aériennes. D'autres solutions pour accélérer l'intégration, fondées sur les tentatives antérieures, ont été proposées au Président du Comité.

d) Transports maritimes, lacustres et fluviaux

Etant donné que les champs d'action de la CEA et de la CNUCED dans le domaine des transports maritimes ne sont pas très bien délimités, la CEA s'est bornée jusqu'à présent à étudier la demande de cabotage en Afrique de l'est ainsi que les transports sur le lac Tanganyika. Dans les deux cas, la CEA a cherché à obtenir une assistance au titre d'accords bilatéraux.

Deux problèmes particuliers ont également bénéficié d'une certaine attention :

- a) Nécessité d'établir des programmes et des projets de formation de personnel dans toutes les branches de l'industrie des transports, compte tenu de l'expansion rapide et énorme de la demande de personnel qui résultera, dans un proche avenir, du développement des transports en Afrique.

- b) Caractère urgent du problème des transports dans les pays sans littoral. La CNUCED a pris des mesures dans ce domaine, après avoir consulté la CEA. Celle-ci a indiqué qu'à son avis ce problème ne pouvait pas faire l'objet d'analyses et de directives mondiales, les solutions dépendant en partie des perspectives de coopération économique entre pays voisins.

101. Au cours des débats qui ont suivi, on a insisté sur l'importance des transports, qui sont essentiels au développement économique et social mais qui constituent aussi l'infrastructure indispensable à l'unité de l'Afrique.

102. A propos de la formation du personnel, on a signalé qu'un institut des transports allait être créé par les autorités algériennes, avec l'aide de l'Université de Birmingham.

#### Science et technique

103. Les principales caractéristiques des travaux de la CEA dans ce domaine ont été résumées comme suit :

a) Plan d'action mondial

Les études sur place ont été achevées et les rapports par pays ainsi que les programmes sectoriels sont en préparation. Les deux grands problèmes qui restent en suspens à propos du PAM sont ceux du financement et de l'attribution des responsabilités pour l'exécution.

b) Cycles d'études et colloques

On s'efforce d'obtenir l'aide du Gouvernement français pour organiser à l'intention des pays francophones, des cycles d'études sur la science et les moyens d'information et sur l'esthétique industrielle. Le Colloque sur l'application de la science et de la technique au développement qui doit se tenir à Addis-Abéba vers la fin de l'année en cours, a pour objet de mettre en lumière, d'une manière concrète, la contribution que la science et la technique peuvent apporter au développement; ce Colloque doit conduire également les participants à examiner les dispositions à prendre sur le plan des institutions et le problème des ressources humaines, complément qu'on ne saurait négliger si l'on veut tirer parti de cette contribution.

c) Douzième session de l'UNACAST

Il a été question des dispositions à prendre en prévision de la première réunion en Afrique du Comité consultatif, qui doit avoir lieu à Addis-Abéba à la fin de l'année.

d) Problèmes spéciaux

Les aspects particuliers de la science et de la technique auxquels le secrétariat s'intéresse tout spécialement, sont les suivants :

- i) Normalisation : On a fait valoir l'importance d'une décomposition des marchés selon les technologies pour l'accélération de l'industrialisation et on a expliqué les raisons pour lesquelles il était urgent de prendre des mesures à cet égard. On a mentionné les entretiens qui avaient eu lieu avec les autorités polonaises et avec l'ONUDI au sujet des mesures pratiques à prendre pour favoriser les travaux de normalisation dans la région.
- ii) Main-d'oeuvre : Le secrétariat s'est surtout préoccupé des rapports entre la composition de la "production" des établissements d'enseignement post-secondaires et le besoin sans cesse croissant dont font l'objet les éléments capables de concevoir, d'étudier, d'installer et d'exploiter des industries modernes ainsi que de l'écart entre la teneur des programmes et les méthodes d'enseignement d'une part et, de l'autre, les réalités des systèmes socio-économiques de l'Afrique.
- iii) Infrastructure scientifique et technique : Le représentant de la Division a soutenu que les recherches étaient extrêmement insuffisantes en Afrique et, de plus, mal conçues. A bien des égards, on peut considérer que les programmes et politiques de création de l'infrastructure correspondent davantage au passé de l'Afrique qu'à son avenir. Etant donné que les pays industrialisés ne sont plus en charge de leurs anciens territoires coloniaux, leurs programmes de recherche sont orientés vers des objectifs qui sont, dans une large mesure, sans rapport avec le développement de l'Afrique et qui, de plus, sont souvent nuisibles. Il n'y a donc pas d'autre solution que d'établir des politiques, des programmes et des institutions propres à l'Afrique. Cette solution exige l'établissement d'une coopération et d'institutions multinationales, pour lesquelles il est de plus en plus difficile d'obtenir des engagements précis de la part des Etats africains.
- iv) Transfert des technologies : La question de l'infrastructure nécessaire à la science et à la technique présente une grande importance pour le transfert des technologies. Le danger est que les pays africains soient amenés à investir sans discernement dans des formes de technologies coûteuses et ultra-modernes dont ils n'ont guère besoin, tout en négligeant le problème de la mise au point d'une technique propre à transformer les collectivités rurales où vivent plus de 80 pour 100 de la population africaine. Il ne faut pas perdre de vue que certaines technologies, par exemple celles qui sont appliquées à la transformation de certains types de produits alimentaires, n'existent nulle part et qu'il faut les créer et les mettre au point.

- v) Innovations : Le secrétariat s'est également intéressé aux facteurs qui freinent ou favorisent l'innovation, car faute d'une application répandue de certaines technologies, dans l'industrie et le commerce, on aboutit à un gaspillage des ressources qui ont été consacrées à leur mise au point.

104. Au cours des débats qui ont suivi, les membres du Comité ont confirmé l'énorme importance de la science et de la technique pour le développement de l'Afrique et la nécessité de créer et d'utiliser des structures orientées vers l'étude des problèmes de l'Afrique et la recherche des solutions à leur donner. En outre, ils se sont déclarés convaincus de la nécessité de trouver des moyens de surmonter les obstacles qui s'opposent à l'acceptation d'institutions multinationales. Ils ont également fait valoir que dans certains cas, ce sont les formes de technologies les plus perfectionnées qu'il convient d'adopter.

F. Division de la recherche et de la statistique

(document E/CN.14/ECO/8)

105. On a indiqué que le document E/CN.14/ECO/8 étant une reproduction du rapport de la première session, il convenait de mettre les membres du Comité au courant des activités récentes de la Division. Celles-ci sont en fait déjà exposées dans deux importants documents dont l'un est le rapport sur les activités statistiques et démographiques de la CEA (E/CN.14/CAS.6/20) et l'autre est le programme de travail de la CEA en matière de recherche et de planification économique publié dans Informations sur la planification N° 1 (deuxième article), qui a été mis à la disposition des membres du Comité exécutif.

Statistiques

106. Les activités dans le domaine des services statistiques sont la continuation du programme de travail entrepris il y a une dizaine d'années. Ces activités se répartissent en quatre catégories : assistance technique, formation, élaboration de méthodes et service statistique régional.

- i) Assistance technique : Il s'agit de services consultatifs régionaux fournis à la demande des pays membres. Ces services concernent la comptabilité nationale, les enquêtes par sondage et les statistiques démographiques.

- ii) Formation : Une des tâches de la CEA est la formation d'un personnel statistique à l'échelon des pays, condition qui permet d'atteindre les différents objectifs du développement des statistiques. Il existe pour cela des centres de formation qui étaient à l'origine des projets communs des Nations Unies et de gouvernements. Certains d'entre eux ont été absorbés dans des institutions d'enseignement nationales (par exemple à Addis-Abéba et au Ghana), d'autres ont été reconnus comme projets du PNUD (Fonds spécial), comme le centre de formation statistique de Yaoundé. On peut signaler avec satisfaction que ces centres ont réussi à former un grand nombre de diplômés, en particulier au niveau moyen, l'étape suivante étant l'établissement de centres pour la formation d'éléments des échelons supérieurs. Il en existe déjà trois à Rabat (Maroc), à Kampala (Ouganda) et au Caire (RAU); on cherche à augmenter le nombre de leurs stagiaires et éventuellement de créer d'autres centres consacrés principalement aux études démographiques.
- iii) Elaboration de méthodes statistiques : Généralement, les travaux correspondants ont pris la forme de cycles d'études, de conférences et de groupes de travail pour lesquels le secrétariat a préparé des documents de travail inspirés de recommandations de portée internationale, mais adaptés spécialement aux conditions propres à la région. Ces documents sont habituellement révisés pour tenir compte des opinions exprimées au cours de ces réunions par les statisticiens régionaux. Pendant l'année en cours, les réunions suivantes ont eu lieu : i) un cycle d'études sur l'application des données et de l'analyse démographiques à la planification du développement; ii) un cycle d'études sur les statistiques des prix et des quantas; iii) la sixième Conférence des statisticiens africains. En outre, sont prévus pour le début de décembre, un cycle d'études sur les études économiques, et au début de 1970, un cycle d'études sur les statistiques industrielles.
- iv) Services statistiques régionaux : Grâce à l'expérience acquise au cours des années, on est arrivé à établir un service statistique régional qui s'occupe de recueillir, d'analyser et de normaliser toutes les données statistiques publiées dans la région. La création de ce service s'est révélée nécessaire en raison de la responsabilité qui incombe à la Division d'organiser la recherche économique et l'analyse pour la planification, les projections et les politiques de développement économique. Pour cette tâche, la Division dispose maintenant d'un ordinateur et la plupart des données, groupées et normalisées, en particulier les données sur le commerce, ont été mises sur cartes perforées et sont à la disposition de tout pays membre ou organisation qui en aura besoin.

#### Démographie

107. Certaines des activités dans ce domaine, en particulier l'assistance technique, la formation et les services statistiques régionaux sont les mêmes que

pour les statistiques dont il a été question plus haut. Toutefois, on a désormais étendu les activités de la section de façon à inclure la recherche démographique et d'autres travaux ayant trait aux études démographiques. Cette mesure était devenue nécessaire en raison de la rareté des renseignements démographiques dans la région et en prévision du Recensement mondial de la population de 1970.

#### Recherche économique

108. Comparée aux deux sections précédentes, il faudrait que la section de la recherche économique élargisse son activité. A cet effet, cette activité a été répartie entre trois sous-sections : études économiques, recherche économique et services consultatifs de planification.

- i) Etudes économiques : L'idée est de mettre au point un système intégré d'études économiques dans la région. Le plan est le même que pour le développement statistique, c'est-à-dire que des recommandations internationales sont adaptées aux conditions propres à la région. Les études s'effectueront à trois niveaux : national, sous-régional et régional. Au niveau national, on procédera à des études annuelles ainsi qu'à des études plus fréquentes - trimestrielles par exemple. Au niveau sous-régional ou régional, les études seront moins fréquentes. On a déjà publié une "Etude des conditions économiques en Afrique" et l'on cherche à améliorer et mettre à jour les données contenues dans ce document.
- ii) Analyse économique : Il s'agit ici de concevoir pour la région des méthodes fondamentales pour la recherche économique comme point de départ solide de l'élaboration des plans. Les travaux comprennent également le regroupement, l'évaluation et la normalisation des données économiques existantes et des suggestions d'amélioration, de même que la mise au point des techniques de base applicables aux projections économiques concernant la région.
- iii) Services consultatifs de planification : Pour permettre aux pays membres d'améliorer leur appareil de planification, on a approuvé la création de trois postes de conseillers régionaux en planification et études économiques. Le poste de conseiller en études économiques a été pourvu. Il y a des candidats pour les deux autres postes et l'on espère être en mesure de procéder aux nominations au début de 1970.

109. Le Comité s'est renseigné sur les préparatifs de la Division en vue de la deuxième Décennie du développement. Il lui a été répondu que l'ordre du jour comprend un point concernant spécialement la deuxième Décennie et que



le Directeur de la Division a déjà préparé un document sur la contribution de celle-ci au rôle que jouera la CEA dans la préparation de la deuxième Décennie.

G. Service de l'information

(documents E/CN.14/ECO/9/Rev.1 et E/CN.14/ECO/9/Rev.1/Add.1)

110. En présentant son rapport sur les suites données aux recommandations de la première réunion du Comité exécutif de la CEA en juillet dernier (document E/CN.14/ECO/INF.7), le Chef du Service de l'information a attiré l'attention sur plusieurs points soulevés lors de cette première réunion. Il a mentionné un certain nombre d'enregistrements (interviews de personnalités, conférences de presse et tables rondes) effectués avec le matériel dont dispose le Service de l'information, c'est-à-dire deux enregistreurs du modèle "Nagra". Les enregistrements d'une nature telle qu'on peut les utiliser pendant un certain temps, sont particulièrement précieux pour le Service de l'information; il en a été ainsi des deux enregistrements récents qui ont été adressés, l'un directement à tous les Etats membres, l'autre aux stations émettrices des pays participants.

111. Il a été indiqué que sur 40 pays auxquels un enregistrement avait été adressé, 11 seulement s'étaient manifestés. En réponse à un questionnaire, deux pays ont déclaré qu'ils ne désiraient pas recevoir régulièrement des enregistrements, mais les autres ont indiqué que l'envoi d'autres enregistrements les intéressait.

112. Un matériel qui permettrait d'enregistrer non seulement de brèves interviews mais aussi des délibérations de comités ou tables rondes fait défaut. Pour le moment, pour les enregistrements de cette sorte, on doit faire appel à la collaboration des stations de radio locales. Le détail du matériel essentiel qui pourrait servir à cet usage figure à l'annexe du document E/CN.14/ECO/9/Rev.1/Add.1.

113. Quant à l'élargissement de la diffusion de la publication "Objectifs africains", des nouvelles encourageantes ont été reçues du Service de l'information du Siège, selon lesquelles il serait possible qu'une demande de crédits supplémentaires soit accueillie favorablement pour permettre à la CEA

de pourvoir à certains des besoins de son Service de l'information; dans l'immédiat, toutefois, il n'est pas question de lui fournir les fonds correspondant à une augmentation du tirage de sa publication pendant un an.

114. L'actuelle liste d'envoi comprend des bibliothèques d'universités, les bureaux du PNUD, les centres d'information des Nations Unies, les destinataires habituels des communiqués de presse et les ministères des affaires étrangères des Etats membres. On souhaite pouvoir élargir la diffusion de cette publication lorsque les fonds nécessaires auront été alloués.

115. Le Chef du Service de l'information a ensuite expliqué aux membres du Comité que la transmission des communiqués de presse par téléscripteurs serait particulièrement coûteuse : presque trois fois plus que le prix des transmissions télégraphiques normales. Les chiffres pertinents assortis d'explications détaillées figurent à l'annexe du document préparé à l'intention du Comité.

116. Quant à l'acheminement des télégrammes, les membres du Comité se sont résolument élevés contre l'usage consistant à acheminer les télégrammes par l'intermédiaire des PTT d'Israël et contre l'inclusion de l'Afrique du Sud dans la liste des destinataires.

117. Il a été expliqué que ces dispositions d'acheminement avaient été décidées en fonction du réseau de télécommunications de l'ONU, qui est le plus économique. Cependant, en raison des objections soulevées par le Comité, il a été décidé que le système actuel consistant à acheminer les télégrammes via Israël serait renvoyé au Siège pour révision selon les opinions du Comité sur la question. Quant à la présence de l'Afrique du Sud sur la liste des pays africains auxquels les télégrammes sont acheminés par Israël, le Service de l'information a expliqué qu'il n'ignore pas que l'Afrique du Sud n'est plus membre de la Commission : c'est par inadvertance que le nom de ce pays a été recopié sur une ancienne liste.

118. Le Secrétaire exécutif a en outre expliqué que les centres par lesquels les télégrammes des Nations Unies sont acheminés appartiennent exclusivement à l'Organisation; ainsi, le centre de Jérusalem n'a rien à voir avec l'Etat d'Israël. En outre, la situation de ce centre permet la transmission aisée

et peu onéreuse des télégrammes. En réponse à une suggestion préconisant l'abandon du centre établi en Israël jusqu'à ce que le statut de Jérusalem soit réglé, le Secrétaire exécutif a répondu que cette question n'était pas du ressort de la CEA et que seule l'Assemblée générale pouvait prendre une décision. Cependant, eu égard à la requête des membres du Comité, il a été décidé que la CEA étudierait la possibilité d'adopter de nouvelles dispositions pour l'acheminement des télégrammes et qu'un rapport sur cette question serait présenté à la prochaine réunion du Comité exécutif.

119. A propos des voyages de reportage que des fonctionnaires du Service de l'information pourront faire dans les pays membres, on a fait valoir qu'il était important de pouvoir recueillir des renseignements à la source même de ces renseignements et de prendre des contacts à cette source. On envisage des voyages de reportage dans les pays des diverses sous-régions au cours du prochain exercice financier qui commence en janvier 1970.

Un programme de développement du personnel  
pour la Commission économique pour l'Afrique  
(document E/CN.14/ECO/INF.1/Rev.1)

(Point 5 de l'ordre du jour)

120. En présentant le document E/CN.14/ECO/INF.1/Rev.1 relatif aux propositions relatives à l'élaboration d'un programme de développement du personnel pour la CEA, le secrétariat de la Commission a signalé à l'attention du Comité le récent rapport du directeur de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, d'où il ressortait nettement que c'est aux organismes employeurs qu'il appartient principalement de former le personnel international existant et à venir, en particulier ceux qui travaillent au sein de l'un ou l'autre des organismes des Nations Unies. En tant qu'employeur, la CEA assume une responsabilité pour la formation de son personnel.

121. L'objet du document ci-dessus était de préciser pour le Comité les principes et les politiques appelés à régir le fonctionnement du programme de développement du personnel de la CEA. Les responsabilités accrues du secrétariat, telles que précisées en particulier dans la résolution 189(IX) de la Commission adoptée en février 1969, ont exigé l'adoption d'un programme de formation

détaillé pour le personnel nouveau comme pour le personnel en service, lui permettant de s'acquitter au mieux de cette responsabilité.

122. La CEA a connu des difficultés pour le recrutement d'Africains dûment qualifiés et possédant l'expérience professionnelle nécessaire. C'est dans l'intention de remédier à cette situation que la résolution 51(IV) de la Commission du 28 février 1962 a porté création d'un Comité du recrutement et de la formation du personnel chargé d'aider le Secrétaire exécutif à concevoir un programme de formation du personnel à tous les niveaux. Bien que cette résolution soit appliquée depuis son adoption, aucun programme de formation systématique n'a encore été établi. La formation du personnel se fait selon les circonstances, soit que l'on détache des fonctionnaires au Siège des Nations Unies aux fins de formation, soit qu'on leur donne l'occasion de participer à des cycles d'études ou stages de formation, soit même qu'on accorde des congés payés ou sans solde pour études. Ainsi, en 1969, trois fonctionnaires ont achevé des études universitaires et deux ont suivi un stage au Siège où trois autres reçoivent encore une formation. De même, le Secrétaire exécutif a engagé des négociations avec des organismes dispensateurs d'aide et des universités pour qu'ils accordent des bourses d'études à des fonctionnaires méritants. En dehors de ces dispositions, aucun système institutionnel n'a été établi jusqu'ici pour la planification, la mise en oeuvre et le contrôle d'un programme de formation du personnel.

123. On a fait valoir que le double objectif du programme de formation de la CEA était de permettre aux fonctionnaires de donner toute leur mesure et à la Commission d'atteindre efficacement ses buts. La formation est nécessaire pour stimuler la productivité du personnel et obtenir un meilleur rendement dans le travail, et pour préparer des Africains aux postes supérieurs du secrétariat. Pour que ce double objectif soit atteint, les directeurs des divisions organiques, le bureau du personnel et le fonctionnaire chargé de la formation ont un rôle important à jouer en collaborant étroitement.

124. La portée du programme a également été étudiée. Il pourvoit aux besoins de formation des administrateurs des échelons subalternes et des échelons supérieurs, du personnel des services généraux, de même qu'à des cours de langues,

conformément aux dispositions de la résolution 2480 B (XXIII) de l'Assemblée générale. Une formation professionnelle poussée est nécessaire pour les interprètes et traducteurs africains, de même que des stages de mise au courant pour le personnel nouvellement recruté.

125. Pour conclure la présentation, le secrétariat a attiré l'attention des membres du Comité sur l'absence au budget de la CEA d'un poste distinct pour la formation du personnel. Un crédit particulier est nécessaire pour l'application de la politique et du programme actuels de formation du personnel.

126. Dans leurs observations sur les propositions relatives au programme de formation, les membres du Comité ont exprimé leur surprise d'apprendre que depuis l'adoption de la résolution 51 (IV) de la Commission en 1962, aucun programme de formation systématique n'avait encore été conçu, si l'on considère surtout que les travaux de recherche de la CEA exigent un personnel d'un niveau technique très élevé. Les membres du Comité ont également souligné l'importance d'un programme de recyclage, la nécessité d'organiser la formation de façon systématique et permanente, et le fait qu'il est préférable que cette formation soit assurée au sein même du secrétariat, avec possibilité de stage au Siège. De l'avis du Comité, la formation est un investissement rentable, et il convient de consacrer une plus grande partie de cet investissement aux administrateurs africains débutants. Les directeurs de divisions organiques doivent accorder plus d'attention à la formation et à l'orientation de ces fonctionnaires, grâce à des activités de recherche dirigées, etc..

127. Si les membres du Comité ont souscrit généralement à l'adoption et à l'exécution d'un programme de formation du personnel de la CEA, ils n'ont pas, en revanche, admis l'utilité d'encourager la formation universitaire de fonctionnaires de la CEA à l'étranger, car ce système risque de priver trop longtemps la Commission des services d'éléments extrêmement nécessaires.

128. Le Comité a également insisté pour que le programme d'étude des langues de la CEA soit confié à des spécialistes des techniques d'enseignement des langues; il a en outre demandé que soit signalée à l'attention du Siège la nécessité de former des traducteurs africains compétents pour la Commission.

129. Pour préciser certaines des observations présentées par les membres du Comité, le Secrétaire exécutif a fait observer que les travaux de recherche du secrétariat offraient une possibilité de formation efficace pour les administrateurs des cadres subalternes. Chaque fois que des fonctionnaires africains prometteurs surgissent, il est nécessaire de leur ménager les moyens de poursuivre des études supérieures sur les méthodes de recherche dans une université, pour leur permettre de se spécialiser dans les domaines particuliers du programme de travail de la CEA. Il a confirmé que les stages au Siège de l'ONU s'étaient révélés "payants" et il a indiqué qu'on profitait davantage de cette possibilité. Quant aux cours de langues, le secrétariat, tout en reconnaissant l'intérêt que présente la possibilité pour les fonctionnaires de s'exprimer dans les deux langues de travail, estime que les capacités linguistiques doivent être le complément -- et non le substitut -- des compétences techniques qui, elles, sont d'un intérêt vital pour les travaux de la Commission.

130. Le Secrétaire exécutif a ajouté que la CEA ne se souciait pas seulement de former son propre personnel mais également celui des gouvernements africains; avec des fonctionnaires compétents des deux côtés, on pourra ainsi espérer que les efforts conjugués tendant au développement économique accéléré dans la région fourniront les résultats souhaités. En conclusion, il a affirmé que le secrétariat était conscient de la nécessité de la formation et de la compétence et espérait que les Etats membres adopteraient une attitude analogue.

131. Les membres du Comité ont insisté pour que la priorité soit accordée à l'application des propositions avancées pour le développement et la formation du personnel.

Réorganisation des bureaux sous-régionaux de la CEA

(document E/CN.14/ECO/15)

(Point 6 de l'ordre du jour)

132. En présentant le document E/CN.14/ECO/15 sur la réorganisation des bureaux sous-régionaux de la CEA, le secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le document E/CN.14/ECO/6 présenté à sa première réunion et a indiqué que le nouveau document devait être considéré comme un supplément à celui-ci. Lorsque

le document E/CN.14/ECO/6 avait été présenté à la dernière réunion, le secrétariat avait précisé que des propositions détaillées seraient formulées ultérieurement pour la réorganisation des bureaux sous-régionaux, lorsqu'un accord général aurait été réalisé au sujet de la mise en oeuvre des recommandations formulées à la neuvième session en vue d'une révision des sous-régions actuelles, et lorsqu'on disposerait de renseignements complémentaires sur l'étude de capacité du PNUD. La réorganisation des bureaux sous-régionaux est devenue indispensable du fait de la politique de décentralisation du système des Nations Unies en faveur du secrétariat et de décentralisation du secrétariat lui-même en faveur des bureaux sous-régionaux, qui devaient être le point de départ des activités sur le terrain. Aussi le secrétariat attache-t-il une importance croissante aux bureaux sous-régionaux ainsi qu'aux projets multinationaux et aux activités sous-régionales.

133. Le rôle des bureaux sous-régionaux et la situation des effectifs sont exposés dans le document E/CN.14/ECO/15. Pour déterminer les postes nécessaires dans chaque bureau sous-régional, on a tenu compte de certains secteurs essentiels (agriculture, développement de la main-d'oeuvre et formation, industrie, commerce intra-africain, mise en valeur des ressources naturelles, programmes de coopération économique), qui se prêtent à une coopération sous-régionale ou multinationale, et on a prévu les effectifs en conséquence, en précisant les qualifications, les fonctions et les responsabilités correspondant à chaque poste. On prévoit pour chaque bureau un effectif total de neuf fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, pour lesquels des descriptions de poste détaillées sont données à l'annexe II du document E/CN.14/ECO/15.

134. Une mise en garde a été formulée en ce qui concerne le personnel des bureaux sous-régionaux. Tout d'abord, pour des raisons financières et autres, il ne pourra commencer à être augmenté qu'à partir de 1971 et il faudra environ cinq ans pour achever le processus. D'autre part, un accroissement des effectifs des bureaux, et du secrétariat lui-même, dépendra du résultat de l'enquête sur le personnel que doit entreprendre le service de la gestion administrative de l'Organisation des Nations Unies. Le secrétariat a lu à ce sujet des extraits pertinents de documents d'information du Siège. Il a, en conclusion, attiré l'attention du Comité sur la réorganisation du siège de la CEA, qui vise à assurer un meilleur contrôle et une plus grande efficacité aux bureaux sous-régionaux.

135. A cet égard, l'attention du Comité a été attirée sur la proposition contenue dans le document E/CN.14/ECO/15 relative à la création d'un organe central de coordination de la coopération économique au siège de la CEA. A cet effet, il est proposé d'utiliser le personnel et les crédits qui existent au secrétariat pour établir une Division de la coopération économique et de la programmation multinationale. On pourrait, à cette fin, scinder la Division du commerce et de la coopération économique en deux unités :

- a) La division des affaires commerciales, fiscales et monétaires;
- b) La division de la coopération économique et de la programmation multinationale.

Ce remaniement permettra en effet de réduire la tâche de l'actuelle Division du commerce et de la coopération économique et d'accroître l'efficacité des sections qui s'occupent du commerce international, du commerce intra-africain et des affaires fiscales et monétaires; il permettra également à la CEA de concentrer une partie de son personnel et de ses ressources financières sur les problèmes ayant trait à la coopération économique au niveau sous-régional et multinational et de fournir des services consultatifs plus efficaces en matière de planification pour les programmes de développement comportant un élément de coopération économique sous-régionale ou multinationale. Il est considéré comme souhaitable de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour réaliser ce projet.

136. Le Comité a fait siennes les propositions ci-dessus, mais a demandé qu'une coordination effective soit établie entre ces deux nouvelles divisions.

137. Les directeurs des quatre bureaux sous-régionaux ont exprimé leur point de vue sur les problèmes des bureaux sous-régionaux. Les difficultés qu'ils éprouvent sont analogues et tiennent au manque de personnel pour l'exécution des tâches demandées par les gouvernements des sous-régions. Ils ont d'autre part fait observer que même si la situation des effectifs s'améliorait, les activités des bureaux continueraient d'être freinées par le manque de fonds.

138. Certains directeurs ont indiqué que les gouvernements ne marquaient guère d'intérêt pour les bureaux sous-régionaux, ce qu'explique un certain nombre de facteurs. En premier lieu, la CEA n'est pas en mesure de fournir les fonds



dont les gouvernements ont besoin pour mener à bien leurs projets dans le domaine du développement économique. Les institutions spécialisées, qui disposent toujours de crédits, prennent en général l'avantage même lorsque les études initiales ont été réalisées par la CEA. En outre, les gouvernements attachent plus d'importance à ces considérations d'ordre politique qu'aux réalités économiques. En conséquence, il est aisé de constater que les divergences politiques freinent souvent la coopération économique au niveau des sous-régions. Le Comité exécutif, afin d'assurer le succès des activités au niveau sous-régional et tenant compte des ressources limitées dont disposent les bureaux sous-régionaux, a recommandé que ceux-ci donnent la préférence aux projets multinationaux.

139. On a estimé que les difficultés que connaît la CEA proviennent en partie du fait que les gouvernements possèdent leurs propres experts et que ceux de la CEA doivent être d'un niveau sensiblement supérieur pour que leurs avis puissent être pris au sérieux. On a aussi exprimé des doutes quant à l'efficacité du bureau de Lusaka, alors que la nouvelle organisation dont le siège est à Arusha polarise les pays de la sous-région.

140. Le représentant du PNUD a indiqué qu'une collaboration qui peut évidemment devenir plus étroite s'était déjà établie entre son organisation et la CEA, particulièrement à travers les bureaux des représentants résidents. Il a ajouté que la CEA était consultée au sujet des projets du Fonds spécial mais qu'il ne pouvait pas en être de même pour les projets nationaux touchant le composant assistance technique du programme, ceci en raison des objectifs visés par la nouvelle procédure de programmation continue. Il a admis volontiers que les représentants résidents du PNUD et les directeurs des bureaux sous-régionaux devraient coopérer étroitement. D'autre part, l'étude sur la capacité du PNUD, qui vient d'être terminée et sera communiquée aux personnes et organismes intéressés à la fin de novembre, donnera une idée plus précise de la façon dont la coopération entre la CEA d'une part et le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, d'autre part, pourrait être rendue plus effective.

141. En résumant le débat, le Secrétaire exécutif a signalé que les Etats membres eux-mêmes étaient actuellement préoccupés par la question du fonctionnement des bureaux et des groupements sous-régionaux. Mais en ce qui concerne le secrétariat, la difficulté tient au fait qu'il prévoit, sans disposer des ressources nécessaires. Il a formulé une proposition qui devra être examinée soit à la prochaine réunion du Comité, soit à la première réunion du Comité technique d'experts de la CEA, soit à la prochaine réunion bisannuelle de la Conférence des ministres : la CEA fournirait à chaque sous-région le personnel administratif, mais les Etats membres procureraient un noyau de personnel spécialisé dont ils assureraient la rémunération. Les organismes des Nations Unies apporteraient le complément de spécialistes nécessaire. Cette solution serait conforme au véritable esprit d'autonomie dont le principe a été accepté par les Etats africains à la neuvième session.

142. Le Comité a décidé qu'en raison de la nécessité urgente de mobiliser le personnel et les ressources financières nécessaires à la réorganisation du secrétariat et des bureaux sous-régionaux suggérée dans les documents E/CN.14/ECO/6 et E/CN.14/ECO/15, les recommandations suivantes devraient être portées à l'attention des autorités compétentes du Siège des Nations Unies et du Groupe africain à l'Assemblée générale :

- a) L'enquête proposée sur le personnel du secrétariat et des bureaux sous-régionaux devrait être entreprise dès que possible, de préférence en janvier ou février 1970 au plus tard.
- b) Le rapport de cette enquête devrait être présenté à l'examen du Comité consultatif sur les questions administratives et financières des Nations Unies, à sa prochaine réunion en 1970.
- c) Des exemplaires de ce rapport devraient être communiqués aux membres du Comité exécutif pour examen et leurs observations devraient être portées à l'attention des autorités compétentes du Siège des Nations Unies, du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires et d'autres comités intéressés de l'Organisation.
- d) Après avoir été étudié par les comités intéressés, le rapport sur l'enquête sur le personnel du secrétariat de la CEA devrait être communiqué pour examen à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session de 1970 afin que la CEA puisse entreprendre la réorganisation nécessaire de son secrétariat et de ses bureaux sous-régionaux en temps voulu pour permettre l'exécution des programmes approuvés pour la deuxième Décennie du développement.

- e) Les observations du Comité exécutif sur l'enquête sur le personnel de la CEA devraient aussi être portées à l'attention du Groupe africain à l'Assemblée générale des Nations Unies, du Conseil d'administration du PNUD et de l'ECOSOC.

Réorganisation des groupements sous-régionaux

(document E/CN.14/ECO/13)

(Point 7 de l'ordre du jour)

143. La révision de l'organisation des groupements sous-régionaux et les propositions relatives à leur modification ont leur origine dans la décision prise par la Commission à sa neuvième session de réexaminer la structure des quatre sous-régions existantes en vue de la rendre plus rationnelle et plus opérationnelle, ainsi que dans les recommandations présentées par le Comité exécutif à sa première réunion, selon lesquelles le groupement des pays devrait être reconsidéré et des modifications radicales apportées, le cas échéant, en fonction de la contiguïté géographique, des intérêts communs, de la mise en place d'une infrastructure et de services communs, des tendances économiques, des associations antérieures et des pôles de croissance naissants. Les groupements sous-régionaux actuels procèdent du principe selon lequel une coopération panafricaine étant impossible à envisager, des sous-régions comprenant une douzaine de pays ayant dans une certaine mesure un héritage commun dans les domaines social, culturel, historique et économique, pouvaient constituer des unités viables.

144. Le Comité a pris note des progrès réalisés jusqu'ici dans le sens de la création d'un appareil institutionnel sous-régional de coopération économique. On a fait observer que ces progrès n'avaient pas suivi le même rythme dans toutes les sous-régions. En Afrique de l'est, les pays ont décidé de créer une Communauté économique d'Afrique orientale et ont signé un protocole d'accord régissant les arrangements intérimaires, en attendant la conclusion d'un traité en bonne et due forme. En Afrique de l'ouest, les Etats ont également signé un protocole d'accord pour la création d'une communauté économique de l'Afrique de l'ouest, en attendant la conclusion d'un traité. En Afrique du nord et du centre, aucune mesure n'a jusqu'ici été prise en vue de la création d'un organisme de coopération économique groupant tous les pays de ces sous-régions.

145. Le Comité exécutif a estimé que les progrès réalisés dans le sens de la coopération sous-régionale ne sont pas satisfaisants et que le moment est venu de prendre des mesures concrètes pour la rendre plus effective. Il a recommandé avec insistance qu'en envisageant une réorganisation des sous-régions, on tienne compte des facteurs géographiques, économiques et institutionnels. A cet égard, des pays situés à la limite de deux sous-régions, comme le Soudan, le Rwanda et le Burundi, devraient être autorisés à utiliser les services et à participer aux réunions de l'une et de l'autre.

146. Le Comité a pris note des difficultés que la CEA a éprouvées en s'efforçant de créer un appareil institutionnel de coopération sous-régionale approprié. Plusieurs problèmes importants contrarient ces efforts. Du côté de la CEA, il y en a deux principaux. Tout d'abord, le mandat de la Commission prévoit qu'elle ne peut rendre des services aux pays membres que sur leur demande. Cette disposition a quelque peu gêné les activités de la CEA car elle suppose que même si le secrétariat détermine des domaines où la coopération serait à la fois nécessaire et possible, la Commission ne peut prendre aucune initiative positive à moins d'y être invitée. D'autre part, le manque de fonds a considérablement limité l'efficacité de la CEA, en particulier pour ce qui concerne la réalisation de projets multinationaux. C'est là un élément dont il faudra tenir compte si l'on veut que ses activités soient plus profitables.

147. De la part des Etats membres, deux facteurs essentiels nuisent à la coopération économique. Le premier a trait au rôle de la politique dans le développement économique. Elle a jusqu'ici joué un rôle négatif et le moment est venu pour elle de passer à un rôle positif. Les pays doivent modifier leur conception de la coopération économique et prendre des mesures concrètes afin d'encourager et de soutenir les efforts tendant à la coopération. Il est indispensable que les pays soient disposés à s'engager à coopérer sur le plan multinationnel et modifient en conséquence leurs politiques intérieures et extérieures. Le développement économique d'un pays ou d'une zone dépend dans une large mesure des efforts des populations. Et si les Etats africains ne sont pas prêts à appuyer ces efforts par des mesures appropriées, la CEA n'a guère de moyens d'action. En second lieu, il semble que les pays aient mal compris dans le passé le rôle de la CEA. Jusqu'ici, elle a été considérée comme un organisme

dont les fonctions n'étaient pas directement reliées aux efforts de développement nationaux. Il est donc urgent de modifier cette conception et de prendre des mesures appropriées pour donner à la Commission l'appui dont elle a besoin.

148. Le Comité a pris note des propositions du secrétariat tendant à une réorganisation des groupements sous-régionaux. Il a été convenu que, compte tenu de la contiguïté géographique et de la nécessité de veiller à ce que ces groupements soient compacts et constitués en fonction des réalités économiques, on pourrait créer sept sous-régions au lieu des quatre qui existent actuellement. Ces propositions seront soumises à l'examen du Conseil des ministres des Etats membres et réexaminées à la prochaine réunion du Comité exécutif.

- a) La première sous-région comprendrait l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye, la République arabe unie et le Soudan, c'est-à-dire que la sous-région actuelle resterait inchangée.
- b) La deuxième comprendrait la Mauritanie, la Guinée, le Mali, le Sénégal, la Gambie, le Sierra Leone, le Libéria et la Guinée dite portugaise.
- c) La troisième comprendrait la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Niger, le Ghana, le Togo, le Dahomey et le Nigéria.
- d) La quatrième comprendrait le Cameroun, le Gabon, le Congo (Brazzaville), la République centrafricaine, le Tchad et la Guinée équatoriale.
- e) La cinquième comprendrait la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi, la Namibie et l'Angola.
- f) La sixième comprendrait l'Ethiopie, la Somalie, le Kénia, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.
- g) La septième comprendrait le Malawi, le Lesotho, le Botswana, le Souaziland, Madagascar, Maurice et le Mozambique.

149. On a noté qu'en ce qui concerne le cas particulier de pays comme le Soudan, le Rwanda et le Burundi, des mesures pourraient être prises pour permettre à ces pays de participer aux activités de la sous-région de l'Afrique de l'est s'ils le désiraient. Le Comité a pris note de la position du Tchad en ce qui concerne l'Union des Etats d'Afrique centrale.

150. Afin de rendre plus efficaces les nouvelles sous-régions envisagées, le Comité a recommandé que conformément à la proposition contenue dans le document E/CN.14/ECO/13, une liste des organisations intergouvernementales soit

dressée, à partir de laquelle des consultations seront engagées pour déterminer les données de la coopération économique dans les sous-régions. Il a été recommandé que, ceci fait, d'autres consultations soient engagées pour déterminer de quelle manière ces organisations pourraient être développées et renforcées afin de pourvoir aux besoins de la coopération économique sous-régionale. Les programmes de travail de la CEA et des organisations intergouvernementales devraient être coordonnés en vue d'un développement plus effectif et plus profitable des nouvelles sous-régions.

151. Le Comité a aussi abordé la question de la coopération entre la CEA et l'OUA et a approuvé la proposition tendant à inviter l'OUA à coopérer à tous les échelons à l'établissement des nouvelles sous-régions.

Préparation de la réunion de la FAO qui doit avoir lieu

à Rome en novembre 1969

(document E/CN.14/ECO/16)

(Point 8 de l'ordre du jour)

152. Le Comité a examiné le document E/CN.14/ECO/16 et a approuvé la nouvelle organisation des relations entre la CEA et la FAO.

153. Le Comité exécutif ne disposant pas de fonds suffisants pour être représenté à la quinzième Conférence de la FAO, il a estimé qu'il conviendrait de soumettre à l'examen du Directeur général un mémoire sur les questions de principe relatives au développement économique et social de l'Afrique.

154. Des informations ayant été fournies sur l'organisation du travail des pays membres de la région en vue de l'harmonisation de leurs points de vue pendant la Conférence de la FAO, le Comité a estimé de son devoir d'adresser à tous les groupes africains constitués, copie du mémorandum soumis au Directeur général.

Préparation de la vingt-quatrième session

de l'Assemblée générale des Nations Unies

(Point 9 de l'ordre du jour)

155. En présentant ce point, le Président a informé les membres du Comité exécutif des démarches qu'il vient d'effectuer auprès du Groupe africain des Nations Unies ainsi que de certains membres du Comité consultatif des Nations

Unies pour les questions administratives et budgétaires, en vue de faire accepter par l'Assemblée générale, les résolutions de la neuvième session de la CEA.

156. A cet égard, le Comité a jugé nécessaire d'envoyer au Groupe africain de l'ONU un memorandum destiné à faciliter la présentation du projet de résolution relatif au financement des activités du Comité exécutif par l'Organisation des Nations Unies.

Fonds spécial de dépôt pour le développement africain

(document E/CN.14/ECO/INF.3)

(Point 10 de l'ordre du jour)

157. En présentant le document E/CN.14/ECO/INF.3 relatif au Fonds spécial de dépôt pour le développement africain, le secrétariat a rappelé que c'était là un des points qui n'avaient pas été traités à la première réunion du Comité exécutif. Le document en question est bref et n'appelle pas d'explications. Il expose les principales caractéristiques du projet : comment l'idée de ce fonds est née du désir d'autonomie qui s'est manifesté à la neuvième session, comment il serait alimenté et à quelles fins ses fonds seraient utilisés. Toutefois, le secrétariat a signalé une correction à y apporter en ce sens qu'à la suite d'entretiens entre la CEA et l'OUA, il avait été décidé que le Fonds serait administré par la BAD et non plus par l'Organisation des Nations Unies comme dans le cas des fonds de dépôt des pays industrialisés. Le secrétariat a ensuite cité quelques-uns des projets pour lesquels le Fonds pourrait être utilisé, notamment en matière de personnel et de formation. Un comité composé des membres suivants :

- a) Le Secrétaire exécutif ou son représentant,
- b) Le Secrétaire général administratif de l'OUA ou son représentant,
- c) Le Président de la BAD,
- d) Des représentants du Comité exécutif de la CEA,

sera constitué pour mettre au point les détails du Fonds et étudier ses diverses incidences. Le secrétariat ne demande au Comité exécutif que son accord de principe pour la création du Fonds, afin que les travaux puissent se

poursuivre après approbation des organes compétents de l'OUA. Sa mise en place effective n'aura pas lieu avant 1971 ou 1972. Le Comité a approuvé le principe de l'établissement du Fonds et a loué l'esprit d'autonomie qui est à son origine.

Rôle de la CEA dans la formulation et l'exécution des programmes  
de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement

(document E/CN.14/ECO/14)

(Point 11 de l'ordre du jour)

158. Le secrétariat a présenté le document intitulé "La seconde Décennie du développement : le rôle du secrétariat de la CEA dans sa préparation". La première partie de ce document expose les règles appliquées par les Nations Unies pour la préparation de leur deuxième Décennie du développement et indique brièvement les divers organes participant à la détermination des objectifs à atteindre : le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, le Comité de la planification du développement, composé de 18 experts indépendants, et le Comité préparatoire, institué en vue de l'élaboration d'une stratégie du développement. Un Comité administratif de coordination, qui siège actuellement à New York, a été créé pour permettre au Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, aux commissions régionales et aux institutions spécialisées d'harmoniser aisément leurs travaux concernant les méthodes et concepts à appliquer pour la préparation de la prochaine Décennie du développement.

159. La deuxième partie du document expose de façon plus détaillée le rôle de la CEA dans la préparation de la deuxième Décennie du développement. A cette fin, la Commission économique pour l'Afrique a entrepris, en liaison avec le Centre de la planification des projections et des politiques relatives au développement, des études sous-régionales tendant à préciser stratégie et processus de développement pour la deuxième Décennie de développement. La Commission a attiré l'attention sur le fait que les méthodes macro-économiques globales utilisées par le Centre ne semblaient pas toujours suffisantes pour l'étude des économies nationales de la région. C'est pourquoi, parallèlement à l'étude des modèles et des projections macro-économiques, le secrétariat



de la CEA a poursuivi l'analyse des plans de développement des pays africains, en vue d'une comparaison des objectifs fixés et des résultats obtenus. D'autre part, afin d'assurer une homogénéité plus grande dans les informations qui devront permettre de suivre le déroulement de la deuxième Décennie du développement, et suivant une suggestion formulée à la deuxième réunion du Comité de planification du développement par le représentant de la CEA, des propositions existent déjà en vue d'un système intégré de présentation du minimum de statistiques nécessaire, des types d'objectifs devant figurer dans les plans de développement, et des types de tableaux devant être publiés dans les Bulletins économiques. Ces propositions ont été présentées à la sixième Conférence des statisticiens africains, actuellement réunie à la Maison de l'Afrique; elles seront également présentées au Groupe de travail spécial sur les enquêtes économiques, qui se réunira en décembre 1969.

160. Le secrétariat a aussi fait savoir au Comité que la Division de la recherche et des statistiques de la CEA est en train d'élaborer une norme commune et des méthodes de base à utiliser dans les plans africains de développement afin de les rendre comparables. Le résultat de ces travaux sera présenté au Comité des experts ainsi qu'à la troisième session de la Conférence des planificateurs africains, qui doivent se réunir en 1970.

161. Le secrétariat a fait remarquer que les plans sont ordinairement le reflet de la volonté d'une nation, et les plans africains ne font pas exception à cette règle. Aussi serait-il prématuré et sans doute illusoire de parler aujourd'hui de planification multinationale. Il serait plus objectif de parler de programmation nationale.

162. Les vues exprimées dans le document E/CN.14/ECO/14 ont été adoptées par le Comité après un très bref débat. Le Comité a cependant prié instamment le secrétariat de tirer parti, pour ses activités relatives à la deuxième Décennie du développement, de toutes les études disponibles sur la région, et en particulier de celles qui ont été effectuées par d'autres organismes. Il a été notamment recommandé au secrétariat de consulter l'étude intitulée Partners in Development, publiée par la BIRD.

163. Le Comité a recommandé que le secrétariat de la CEA, dans le cadre des préparatifs concernant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, formule des propositions concrètes pour la mise en oeuvre des programmes et projets visant à éliminer les obstacles au développement qui existent dans divers secteurs de l'économie africaine, tels qu'agriculture, industrie, ressources naturelles, transports et télécommunications, échanges intra-africains, coopération économique, développement des ressources humaines (y compris le développement et la formation de la main-d'oeuvre) et autres secteurs critiques de l'économie africaine sur lesquels l'attention doit se porter d'urgence.

Date de la première réunion du Comité technique d'experts

(Point 12 de l'ordre du jour)

164. Le Comité exécutif, après avoir entendu le secrétariat, a fixé la date de la première réunion du Comité technique d'experts du 9 au 14 février 1970.

Date de la troisième réunion du Comité exécutif

(Point 13 de l'ordre du jour)

165. Le Comité exécutif a décidé, après avoir pris en considération les suggestions émises par certains de ses membres, de tenir sa troisième réunion du 18 au 22 mai 1970.

Divers

a) Composition du Comité exécutif pour 1970

166. Un représentant du secrétariat a attiré l'attention du Comité sur le fait que le mandat du Sierra Leone au sein de l'ECOSOC venant à expiration le 31 décembre 1969, le Comité aura à pourvoir au remplaçant du représentant de ce pays au titre de membre africain de l'ECOSOC. Le Comité a décidé que le Ghana, qui vient d'être nommé membre du Conseil économique et social des Nations Unies à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, désigne à partir de 1970, un représentant qui siégerait au sein du Comité exécutif, au titre de membre africain d'organismes des Nations Unies (ECOSOC).

b) Participation des membres du Comité exécutif aux réunions  
autres que celles du Comité

167. Un membre du Comité exécutif a soulevé la question de savoir si l'Organisation des Nations Unies ne pourrait prendre à sa charge les frais de voyage et d'indemnités de subsistance de la participation du Président et du Rapporteur du Comité exécutif à des réunions autres que celles du Comité, par exemple ECOSOC, Assemblée générale, FAO, etc..

168. Le secrétariat a rappelé qu'une réponse a déjà été donnée à cette question par le Siège, réponse que le Comité exécutif a jugé non satisfaisante et au sujet de laquelle il a fait des représentations appropriées auprès du Secrétaire général à New York. Le secrétariat ne saurait préjuger la décision finale du Secrétaire général en la matière ni par conséquent prendre un quelconque engagement.

c) Dispositions à prendre pour la troisième réunion du Comité exécutif

169. Un membre du Comité a demandé que, compte tenu des efforts faits par les Etats membres pour couvrir les frais de voyage et de subsistance des membres du Comité exécutif durant les deux premières réunions, le secrétariat communique aux Etats membres les résultats des démarches entreprises par le Comité auprès de l'ONU en vue de faire supporter par l'Organisation les frais de voyage de ses membres, pour les réunions à venir.

170. Les membres ont aussi demandé que pour la prochaine réunion du Comité, le secrétariat leur fasse parvenir les documents suffisamment à temps pour une étude préalable approfondie.

Adoption du rapport de la Réunion

(Point 14 de l'ordre du jour)

171. Avant l'examen du rapport, le Président a souhaité la bienvenue à M. Lekaka Joseph (Congo-Brazzaville), un des représentants de l'Afrique du centre arrivé entre-temps. Il lui a dit combien le Comité appréciait le rôle que les représentants de son pays jouent en son sein et l'appui de son Gouvernement aux activités de la Commission et de son Comité exécutif.

172. En réponse, H. Lekaka a remercié le Comité exécutif de la compréhension dont il avait fait preuve à l'occasion de son retard dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

173. Invoquant l'absence de M. Lissouba (Président en exercice de la Commission et du Comité exécutif), retenu par certaines obligations, H. Lekaka a souligné que par sa présence, son Gouvernement voulait témoigner l'intérêt qu'il ne cesse de porter aux activités de la Commission et de son Comité exécutif.

174. Au terme de cette déclaration, le Comité, après avoir examiné le projet de rapport de sa réunion et y avoir apporté les modifications nécessaires, l'a adopté.

Annexe I. ORDRE DU JOUR

1. Rapport du Président sur la quarante-septième session de l'ECOSOC.
2. Rapport du Président sur la treizième session du Conseil des ministres de l'OUA.
3. Suites données au rapport de la première réunion du Comité exécutif de la CEA et mesures à prendre.
4. Rapport sur les travaux des diverses divisions du secrétariat dans la région africaine.
5. Programme de développement du personnel pour la Commission économique pour l'Afrique.
6. Réorganisation des bureaux sous-régionaux de la CEA.
7. Réorganisation des groupements sous-régionaux.
8. Préparation de la réunion de la PAO qui doit avoir lieu à Rome en novembre 1969.
9. Préparation de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.
10. Fonds spécial de dépôt pour le développement africain.
11. Rôle de la CEA dans la formulation et l'exécution des programmes de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.
12. Date de la première réunion du Comité technique d'experts de la CEA.
13. Date de la prochaine réunion du Comité exécutif de la CEA.
14. Adoption du rapport de la réunion.

Annexe II. LISTE DES PARTICIPANTS

A) SOUS-REGIONS

Afrique du centre

M. Lekaka Joseph, Inspecteur du Trésor (Congo-Brazzaville)

Afrique de l'est

S.E. M. Peter M. Echaria, Ambassadeur en Ethiopie (Kénya)

M. Justus Mudavadi, Bureau de la planification,  
Ministère de la planification économique (Kénya)

Afrique de l'ouest

S.E. M. Youssouf Sylla, Ambassadeur en Ethiopie (Sénégal)

M. G.O. Ijewere, Chargé d'affaires a.i.,  
Ambassade du Nigéria en Ethiopie (Nigéria)

Afrique du nord

S.E. M. Abderrahim Haraket, Ambassadeur en Ethiopie (Maroc)

S.E. M. Osman Abdalla Hamid, Ambassadeur en Ethiopie (Soudan)

B) MEMBRES AFRICAINS D'ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Conseil économique et social

M. Gabdou Mahamat, Directeur du commerce et de l'industrie (Tchad)

Programme des Nations Unies pour le développement

M. Mohamed Aberkane, Conseiller pour les affaires économiques,  
Cabinet du Ministre des Affaires étrangères (Alger)

S.E. M. Frederick Rutakyamirwa, Ambassadeur en Ethiopie  
(République-Unie de Tanzanie)

OBSERVATEURS

Organisation de l'unité africaine

M. Farah Warsama, Chef de la Section des affaires économiques

OBSERVATEURS (suite)

Programme des Nations Unies pour le développement

M. René Gachot, Représentant résident en Ethiopie, Addis-Abéba

FAO

M. S.C. Sar, Chef du Service régional pour l'Afrique (Rome)

Annexe III. LISTE DES DOCUMENTS  
POUR LA DEUXIEME REUNION  
DU COMITE EXECUTIF DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

<u>Symbole</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/ECO/2 et Add.1	Rapport sur les activités de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture depuis la neuvième session de la Commission
E/CN.14/ECO/3	Rapport sur les activités de la Division du développement des ressources humaines
E/CN.14/ECO/4	Rapport sur les activités de la Division du commerce et de la coopération économique
E/CN.14/ECO/5	Rapport sur les activités de la Division de l'industrie et de l'habitat
E/CN.14/ECO/6 et Corr.1	Réorganisation, structure et fonctions du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique (la deuxième Décennie du développement, 1970-1980)
E/CN.14/ECO/7	Rapport sur les activités de la Division des ressources naturelles et des transports
E/CN.14/ECO/8	Rapport sur les activités de la Division de la recherche et des statistiques
E/CN.14/ECO/9/ Rev.1 et Add.1	Rapport du Service de l'information Publicité des travaux de la CEA par les moyens d'information
E/CN.14/ECO/11	Rapport sur la première réunion du Comité exécutif
E/CN.14/ECO/12	Ordre du jour provisoire
E/CN.14/ECO/13	Révision de l'organisation et des attributions des groupements sous-régionaux en Afrique
E/CN.14/ECO/14	La <b>seconde</b> Décennie du développement : Le rôle du secrétariat de la CEA dans sa préparation
E/CN.14/ECO/15	Réorganisation des bureaux sous-régionaux du secrétariat de la CEA (deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, 1970-1980)



Symbole

Titre

- |                             |  |
|-----------------------------|--|
| E/CN.14/ECO/16              | Préparatifs en vue de la quinzième session de la Conférence de la FAO qui doit se tenir à Rome du 27 octobre au 27 novembre 1969                     |
| E/CN.14/ECO/17              | Projet de rapport sur la deuxième réunion du Comité exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique                            |
| E/CN.14/ECO/INF.1/<br>Rev.1 | Un programme de développement du personnel pour la Commission économique pour l'Afrique  |
| E/CN.14/ECO/INF.3           | Fonds spécial de dépôts aux Nations Unies pour le développement africain (à créer en 1971-1972 au moyen de contributions des pays membres de la CEA) |
| E/CN.14/ECO/INF.5           | Résumé des recommandations contenues dans le Rapport de la première réunion du Comité exécutif de la CEA   |
| E/CN.14/ECO/INF.7           | Suite donnée aux recommandations contenues dans le Rapport de la première réunion du Comité exécutif   |

Annexe IV. MEMOIRE DU PRESIDENT DU COMITE EXECUTIF DE LA CEA  
SOUHIS A L'EXAMEN DU DIRECTEUR GENERAL DE LA FAO  
A LA QUINZIEME SESSION DE LA CONFERENCE DE LA FAO

1. Au cours de sa deuxième réunion tenue à Addis-Abéba du 27 au 31 octobre 1969, le Comité exécutif de la CEA a étudié notamment le problème des relations entre la CEA et la FAO, en ce qui concerne en particulier les questions de principe relatives au développement économique et social de l'Afrique, que la Conférence de la FAO pourrait examiner à sa quinzième session. Ayant pris note des divers points pertinents de l'ordre du jour provisoire de la Conférence ainsi que du programme de travail et du budget proposés de la FAO pour la période biennale 1970-1971, le Comité soumet le présent mémoire à l'examen du Directeur général de la FAO.
2. Le Comité exécutif approuve les nouvelles mesures décidées entre le Secrétaire exécutif de la CEA et le Directeur général de la FAO, en vertu desquelles les deux organisations unissent leurs efforts pour l'exécution d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole de l'Afrique. Il souscrit à l'avis exprimé par la cinquième Conférence régionale de la FAO selon lequel ces rapports de travail étroits entre les deux organisations et les pays intéressés aboutiront à des résultats concrets et pratiques.
3. Le Comité est également désireux de féliciter le Directeur général de la FAO du programme de travail et du budget détaillés et complets qu'il a présentés pour examen à la Conférence pour la période biennale 1970-1971. Il prend acte en particulier et se félicite de la nouvelle stratégie proposée par le Directeur général concernant le choix de cinq zones de concentration sur la base des travaux de la FAO concernant le Plan indicatif mondial, à savoir :
  - a) Travaux portant sur les variétés de cultures vivrières de base à rendement élevé;
  - b) Elimination des carences protéiques;
  - c) Lutte contre le gaspillage;
  - d) Mobilisation des ressources humaines en vue du développement rural;
  - e) Obtention et épargne de devises étrangères afin de porter au maximum la contribution du secteur agricole à la balance commerciale des pays en voie de développement.

4. Cependant, le Comité se rend compte de la nécessité de développer intensivement ces secteurs de concentration pour qu'ils se traduisent en programmes d'action viables. Le Plan indicatif mondial pour le développement agricole a analysé les principaux problèmes qui se poseront à l'agriculture africaine et mondiale au cours des décennies 1970-1980 et 1980-1990, et il a indiqué les secteurs qui doivent être considérés comme prioritaires dans les grandes sous-régions de l'Afrique, si l'on veut assurer une transformation structurale à long terme des économies des pays africains. Compte tenu du Plan indicatif mondial, et des indications des études sous-régionales décomposées en trois phases et entreprises actuellement par la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, il doit être possible d'élaborer des programmes d'action détaillés fondés sur les problèmes communs liés à la production agricole dans les diverses sous-régions, dans le cadre d'une intégration économique globale, en tenant compte des rapports de l'agriculture avec les autres secteurs.

5. Le Comité estime que le meilleur moyen de déterminer et d'établir les programmes d'action nécessaires à l'échelon des pays, des groupes de pays ou des sous-régions est de maintenir des contacts étroits entre les autorités nationales responsables de la planification, le personnel de la FAO travaillant sur le terrain et la CEA. Il se félicite dès lors des mesures prises par le Directeur général en vue du renforcement des bureaux sous-régionaux de la FAO en ce qui concerne les effectifs, la qualité et le rendement de leur personnel, et en vue de la mise sur pied de bureaux efficaces dans les pays ou groupes de pays. Il prend acte avec intérêt de la proposition du Directeur général tendant à la création, sous l'autorité directe du Représentant régional, d'équipes destinées à appuyer les mesures prises dans la région, et la constitution, pour le Représentant régional, d'un fonds spécial destiné au recrutement de consultants. Grâce à ces mesures, il sera possible en grande partie de pourvoir aux besoins en main-d'oeuvre liés aux études à effectuer au cours de la deuxième phase et à l'élaboration de programmes d'action à exécuter au cours de la troisième phase des études sous-régionales de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture portant sur la coopération intra-régionale et le commerce extérieur dans le domaine de l'agriculture, dans le cadre d'un programme unique des Nations Unies pour le développement agricole de l'Afrique.

6. Le Comité reconnaît que les ressources sont limitées et il estime par conséquent que les programmes d'action doivent se concentrer sur un nombre limité de projets efficaces à élaborer selon les besoins prioritaires des diverses sous-régions.
7. Les indications préliminaires du Plan indicatif mondial et des études sous-régionales entreprises par la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, en collaboration avec les diverses divisions de la FAO, soulignent l'importance des cultures vivrières en Afrique et le rôle croissant que la production, le stockage et la distribution de vivres pourraient jouer pour répondre à la demande des populations et des centres urbains en expansion rapide, et dans le développement économique et social global du continent africain.
8. Les efforts coordonnés et dignes d'éloges accomplis récemment par la FAO, la CEA, le PNUD, les donateurs accordant une aide au titre des programmes d'assistance bilatérale et les fondations, en collaboration avec les Etats membres de l'Afrique de l'ouest, en vue de la création de l'Association pour le développement de la production du riz en Afrique de l'ouest et d'un Centre ouest-africain du développement de la production du riz pourraient servir de principe directeur utile pour l'élaboration de programmes d'exécution analogues à l'échelon régional et sous-régional en ce qui concerne d'autres céréales, en particulier le blé, ainsi que les légumineuses dans toutes les sous-régions de l'Afrique.
9. Le Plan indicatif mondial et les études sous-régionales de la CEA ont également souligné les sérieux écarts que l'on prévoit entre la demande et l'offre de viande dans la région africaine. Rien que dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest, on prévoit pour 1980 un déficit supérieur à 250.000 tonnes en ce qui concerne la production de viande. On s'est beaucoup inquiété de la faible productivité de l'élevage dans la région africaine, et bon nombre d'études et d'enquêtes sur les problèmes de l'élevage, la lutte contre les maladies et la commercialisation ont été effectuées par diverses organisations et institutions et organismes multilatéraux et bilatéraux. De nombreuses réunions ont été organisées et plusieurs autres sont envisagées par divers organismes et groupes gouvernementaux et non gouvernementaux concernant le déve-

loppement de l'industrie de l'élevage dans diverses parties de l'Afrique. Le Comité estime qu'un nombre suffisant d'études préliminaires ont déjà été effectuées dans le domaine de l'industrie de l'élevage et qu'il est probablement grand temps de rassembler les renseignements disponibles et de les analyser en vue d'interpréter certaines des indications figurant dans les études et les enquêtes effectuées jusqu'ici en vue de l'élaboration de projets de développement de l'élevage dans certaines zones. Le Comité attache une grande importance au développement de l'industrie de l'élevage en tant que secteur de haute priorité dans l'alimentation et l'économie des Etats membres africains et espère que, lors de la deuxième Conférence régionale africaine sur la production et la santé animales organisée par la FAO du 23 novembre au 6 décembre à Kinshasa, on examinera sérieusement les efforts à déployer pour résoudre les problèmes liés au développement de cette industrie, à savoir la lutte contre les maladies, l'aménagement des pâturages et des fermes d'élevage, les taux de prélèvement, les problèmes de commercialisation, de transformation, de transport, de tarifs et de barrières douanières, ainsi que la demande effective selon les divers niveaux de prix.

10. On se préoccupe beaucoup des répercussions de la pêche sur les côtes de l'Atlantique centre-est et dans l'océan Indien et la mer Méditerranée à proximité du continent africain, et de la nécessité d'évaluer les ressources en poisson de mer et d'eau douce et d'assurer leur exploitation à l'échelon national. On s'est également inquiété de l'insuffisance des capacités et de la participation peu efficace des Etats membres aux activités actuelles de pêche côtière. Le Comité exécutif partage cette inquiétude et invite le Directeur général à étudier la possibilité de définir des projets de développement régional de la pêche afin de développer la capacité des Etats membres en matière de pêche grâce à la formation de spécialistes et de pêcheurs aux techniques modernes et au développement des industries de construction de bateaux et de fabrication de filets et de matériel de pêche, ainsi qu'à l'expansion des services de commercialisation et de transformation. A cet égard le Comité se réjouit des mesures prises par le Directeur général pour que trois sections soient établies au sein du Département des pêches et il estime que ces mesures permettront de renforcer l'infrastructure de l'organisation destinée à appuyer

les services existants. Etant donné les besoins d'un grand nombre d'Etats membres dans ce domaine, le Comité estime que les services de plusieurs fonctionnaires régionaux des pêches sont requis, et il espère que la Conférence sera d'accord pour fournir les ressources supplémentaires afin de permettre au Directeur général de désigner des fonctionnaires des pêches plus nombreux pour veiller aux intérêts des divers groupes régionaux d'Etats membres dans le domaine de l'industrie de la pêche.

11. De même, le Comité serait désireux d'inviter la Conférence à mettre à la disposition du Directeur général des ressources supplémentaires pour renforcer le personnel du bureau régional dans les domaines de la sylviculture et de la production animale, étant donné que l'on constate qu'un seul fonctionnaire pour chacun de ces deux secteurs ne sera peut-être pas en mesure de faire face aux besoins du continent.

12. Le Comité note avec satisfaction les dispositions prises par le Directeur général en vue de l'engagement de quatre fonctionnaires supplémentaires pour la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture pour 1970-1971 et espère qu'à l'avenir un complément de ressources permettra à la FAO de contribuer progressivement à l'établissement de la division projetée dans le Plan de réorganisation proposé par la CEA.

Addis-Abéba, 31 octobre 1969

Youssouf Sylla  
Ambassadeur du Sénégal  
Président  
du Comité exécutif